

Art. 113. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het wordt goedgekeurd.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 18 april 2024.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op Wallonië-Brussel Onderwijs,
F. DAERDEN

De Vicepresident en minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 693-1 – Amendement(en) in de commissie, nr. 693-2 –
Verslag van de commissie, nr. 693-3 - Tekst aangenomen binnen de commissie, nr. 693-4 - Tekst aangenomen in plenaire
vergadering, nr. 693-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 17 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/006838]

16 MAI 2024. — Décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement et à la lutte contre la pénurie d'enseignants

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I — DISPOSITIONS RELATIVES À L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Article 1^{er}. A l'article 97, § 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « durée de deux ans » sont remplacés par les termes « durée de quatre ans ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 2. A l'article 26, § 3, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les termes « en cas de diminution de celui-ci » sont ajoutés après les termes « complément de direction ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 3. A l'article 4, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 21° est remplacé par ce qui suit :

« 21° cours philosophiques : enseignement d'une des religions reconnues, de la morale non confessionnelle et de la philosophie et citoyenneté. » ;

2° le point 22° est remplacé par ce qui suit :

« 22° conseil de participation : conseil créé par l'article 1.5.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. » ;

3° Un point 32° est ajouté et rédigé comme suit :

« 32° pôle territorial : le pôle territorial chargé de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale visé à l'article 6.2.2-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. ».

Art. 4. A l'article 15^{ter} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le terme « uniquement » est remplacé par le terme « notamment » ;

2° à l'alinéa 2, les termes « l'école spécialisée » sont remplacés par les termes « l'école d'enseignement spécialisé ».

Art. 5. A l'article 26, § 1^{er}, alinéa 8, 1°, du même décret, les termes « visé à l'article 69 du décret missions » sont remplacés par les termes « visé l'article 1.5.3-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 6. Dans le même décret, au chapitre VI, il est créé, après l'article 108^{bis}, une section 3, intitulée :
« Section 3. - De l'utilisation du capital-périodes paramédical, social et psychologique ».

Art. 7. Dans le même chapitre du même décret, il est ajouté, dans la section 3, un article 108ter, rédigé comme suit :

« 108ter. - Le pouvoir organisateur, décide annuellement de l'utilisation de l'encadrement de l'établissement pour le personnel paramédical, social et psychologique, en fonction des besoins spécifiques des élèves de l'école d'enseignement spécialisé, après concertation avec les organes locaux de concertation sociale ».

Art. 8. Dans le même chapitre du même décret, il est ajouté, dans la section 3, un article 108quater, rédigé comme suit :

« 108quater. - En cas d'absence en cours d'année scolaire d'un membre du personnel paramédical, social et psychologique, le pouvoir organisateur est tenu de remplacer, dans le respect des règles statutaires, le membre du personnel par un membre du personnel exerçant la même fonction.

Par dérogation, le pouvoir organisateur, qui ne peut, en raison de la pénurie, pourvoir au remplacement du membre du personnel absent par un membre du personnel exerçant la même fonction, produit une pièce justificative visée aux articles 29 et 29bis du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française attestant de l'absence de candidats répondant à la déclaration d'emploi. Dans ce cas, après avis des organes locaux de concertation sociale, le pouvoir organisateur peut remplacer, dans le respect des règles statutaires, le membre du personnel absent par un membre du personnel exerçant une autre fonction de la catégorie du personnel paramédical, social ou psychologique. La pièce justificative et l'avis sont transmis aux services du Gouvernement.

Les mesures visées par les alinéas 1 et 2 sont d'application pour tout remplacement d'au moins 10 jours ouvrables. L'application de cette disposition ne peut entraîner de modification du capital-périodes et/ou de mise en disponibilité par défaut d'emploi ou de perte partielle de charge. ».

Art. 9. Dans le même chapitre du même décret, il est ajouté, dans la section 3, un article 108quinquies, rédigé comme suit :

« 108quinquies.- Le pouvoir organisateur qui envisage de modifier l'encadrement de l'établissement pour le personnel paramédical, social et psychologique pour l'année scolaire suivante concerta préalablement les organes locaux de concertation sociale.

Lorsque cette modification a pour effet prévisible la perte partielle de charge ou la mise en disponibilité par défaut d'emploi d'un membre du personnel définitif, celle-ci est soumise à l'autorisation préalable de la Commission centrale de gestion des emplois compétente pour l'enseignement subventionné par la Communauté française ou à l'avis favorable préalable de la Commission interzonale d'affectation pour l'enseignement organisé par la Communauté française. La demande doit être introduite avant le 1^{er} juin. Le procès-verbal de concertation est joint à cette demande ».

Art. 10. A l'article 152 du même décret, les termes « l'école spécialisée » sont remplacés par les termes « l'école d'enseignement spécialisé ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 11. Dans le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'article 5, alinéa 2, il est ajouté un point 5 rédigé comme suit :

« 5. Pour les missions visées par l'article 108quinquies du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. »

Art. 12. Dans le même décret, à l'article 7, alinéa 2, point 2, il est ajouté un c) rédigé comme suit :

« c) et à l'article 108quinquies du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ».

Art. 13. Dans le même décret, à l'article 9, alinéa 2, il est ajouté un point 5 rédigé comme suit :

« 5. Pour les missions visées par l'article 108quinquies du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. »

Art. 14. Dans le même décret, à l'article 11, alinéa 2, point 2, il est ajouté un c) rédigé comme suit :

« c) et à l'article 108quinquies du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ».

Art. 15. Dans le même décret, l'article 32 est complété comme suit :

« Il est également attribué à la Commission interzonale d'affectation pour l'enseignement de plein exercice une compétence d'avis pour les missions visées à l'article 108quinquies du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire*

Art. 16. A l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^{er} tiret, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire, les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire » sont remplacés par les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique ».

Art. 17. A l'article 23, alinéa 1^{er}, 1^{er} tiret, du même décret, les termes « pour le 1^{er} mai de l'année de l'épreuve au plus tard » sont remplacés par les termes « pour le 1^{er} décembre de l'année précédant l'épreuve au plus tard ».

Art. 18. A l'article 25, § 3, alinéa 2, du même décret, les termes « du délégué au contrat d'objectifs ou » sont ajoutés entre les termes « sous la responsabilité » et les termes « de chaque inspecteur ».

Art. 19. A l'article 26, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

a) les termes « chaque inspecteur » sont remplacés par les termes « l'inspecteur ou le délégué au contrat d'objectifs désigné en tant que président du jury CEB par la cellule intermédiaire de coordination visée à l'article 1.6.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire »,

b) les termes « au sein desquels il exerce ses missions », sont remplacés par « dont il a la charge »,

c) les termes « au sein desquelles cet inspecteur exerce ses missions » sont remplacés par les termes « dont il a la charge » ;

2° à l'alinéa 2, 1^{er} tiret, les termes « ou le délégué au contrat d'objectifs, » sont insérés entre les termes « L'inspecteur, » et les termes « qui préside ; ».

Art. 20. A l'article 27, alinéa 1^{er} du même décret, les termes « évaluation externe non certificative » sont remplacés par les termes « évaluation externe certificative ».

Art. 21. A l'article 29 du même décret, le § 3 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 3. Dans l'enseignement primaire ordinaire, dans les 5 jours ouvrables suivant la décision du jury visé à l'article 28, la direction de l'école transmet aux services du Gouvernement une copie du dossier visé au paragraphe 2 de tous les élèves à qui le jury précité n'a pas octroyé le certificat d'études de base, selon les modalités définies par le Gouvernement.

Les services du Gouvernement tiennent à la disposition du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du certificat d'études de base la copie des dossiers des élèves pour lesquels un recours est introduit par les parents, conformément à l'article 32. Les copies des dossiers des élèves pour lesquels aucun recours n'est introduit sont détruites dans un délai de deux mois à compter de leur transmission.

Les informations contenues dans les dossiers des élèves concernés sont confidentielles. Les membres des services du gouvernement et du Conseil de recours ne peuvent les divulguer en aucun cas.

Dans l'enseignement secondaire et spécialisé, la direction de l'école tient à la disposition de l'inspecteur de l'enseignement du continuum pédagogique tous les documents relatifs à la décision d'octroi du certificat d'études de base selon les modalités définies dans le présent article. L'inspecteur de l'enseignement du continuum pédagogique peut consulter lesdits documents au sein de l'école.

Les dossiers visés au paragraphe 2 sont des données à caractère personnel dont le Ministère de la Communauté française est responsable du traitement par le présent article au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « (règlement général sur la protection des données) », ci-après « RGPD ». Le Conseil de recours a la qualité de sous-traitants au sens de l'article 4, 8), du RGPD, lorsqu'il consulte la copie dudit dossier aux fins de traitement visées par le présent article. »

Art. 22. A l'article 36/4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1^{er}, premier tiret, les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique » ;

2° Au paragraphe 2, les termes « service de l'inspection de l'enseignement secondaire » sont remplacés par les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique ».

Art. 23. A l'article 36/5, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les termes « au plus tard le 1^{er} mai de l'année de l'épreuve » sont remplacés par les termes « au plus tard le 1^{er} décembre de l'année précédant l'épreuve ».

Art. 24. A l'article 36/9, § 3, alinéa 5, du même décret, les termes « et des membres du conseil de classe » sont remplacés par «, du président et de deux membres au moins du conseil de classe ».

Art. 25. A l'article 36/9, § 4, alinéa 5, du même décret, les termes « et des membres du conseil de classe » sont remplacés par « du président et de deux membres au moins du conseil de classe ».

Art. 26. A l'article 36/11/1, § 3, alinéa 5, du même décret, les termes « et des membres du conseil de classe » sont remplacés par «, du président et de deux membres au moins du conseil de classe ».

Art. 27. A l'article 36/11/1, § 4, alinéa 5, du même décret, les termes « et des membres du conseil de classe » sont remplacés par «, du président et de deux membres au moins du conseil de classe ».

Art. 28. A l'article 36/12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, premier tiret, les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification » ;

2° Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les termes « service de l'inspection de l'enseignement secondaire » sont remplacés par les termes « Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification ».

Art. 29. A l'article 36/13, alinéa 1^{er}, 1^{er} tiret, du même décret, les termes « au plus tard le 1^{er} mai de l'année de l'épreuve » sont remplacés par les termes « au plus tard le 1^{er} décembre de l'année précédant l'épreuve ».

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 30. Dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, à l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, b), relatif au domaine de la langue moderne, les termes « ou d'une autre langue moderne organisée dans l'école au 2^{ème} degré » sont insérés après les termes « la même que celle qui est suivie en formation commune ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions modifiant le décret du 15 février 2008 instituant un Conseil supérieur et des conseils zonaux des Centres psycho-médico-sociaux*

Art. 31. A l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret du 15 février 2008 instituant un Conseil supérieur et des conseils zonaux des Centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées :

1. Les termes « composé de 22 membres » sont remplacés par les termes « composé de 25 membres » ;

2. Le point 1 est remplacé par ce qui suit : « Cinq représentants des centres psycho-médico-sociaux organisés par la communauté française désignés par le Gouvernement sur proposition du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française. » ;

3. Aux points 2 et 3, les termes « Quatre représentants » sont à chaque fois remplacés par les termes « Cinq représentants » ;

4. Au point 6, les termes « sur proposition du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française » sont ajoutés après les termes « par le Gouvernement ».

Art. 32. A l'article 6 du même décret, les termes « , d'au moins un auxiliaire logopédique » sont insérés entre les termes « auxiliaire paramédical » et les termes « et d'au moins un médecin ».

Art. 33. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 10.- Les membres du Conseil sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Ce mandat n'est renouvelable qu'une fois pour les membres effectifs visés à l'article 5, points 1, 2, 3, sauf dérogation accordée par le Gouvernement quand il est constaté qu'il y a une impossibilité de remplacer le membre sortant. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de cette dérogation. » .

Art. 34. A l'article 14/3, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. Au point 1^o de l'alinéa 1^{er} : les termes « sur proposition du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française » sont ajoutés après les termes « par le Gouvernement » ;

2. L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Les membres du Conseil zonal sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Ce mandat n'est renouvelable qu'une fois sauf dérogation accordée par le gouvernement quand il est constaté qu'il y a une impossibilité de remplacer le membre sortant. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de cette dérogation. ».

CHAPITRE 8. — *Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées*

Art. 35. A l'article 9 du décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées, tel que modifié par les décrets des 9 décembre 2020, 17 juin 2021 et 20 juillet 2022, il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. A dater de la rentrée scolaire 2023-2024, la Communauté française octroie quinze chargés de mission en qualité de formateurs de centre de technologies avancées.

Cette charge de mission accordée en application de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française peut être exercée à raison d'un temps plein ou à raison d'une demi - charge selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

CHAPITRE 9. — *Disposition modifiant le décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers*

Art. 36. Dans l'article 11, § 1^{er}, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers, les termes « ou son délégué » sont insérés après les termes « le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions ».

CHAPITRE 10. — *Disposition modifiant le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2e et 3e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales*

Art. 37. Dans le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unité d'acquis d'apprentissage (CPU) et aux 2e et 3e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales, à l'article 6, les termes « 2023-2024 » sont remplacés par les termes « 2024-2025 ».

CHAPITRE 11. — *Disposition modifiant le décret du 22 juin 2023 relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance*

Art. 38. Dans l'article 12 du décret du 22 juin 2023 relatif à la gouvernance de l'offre d'options de base groupées dans l'enseignement secondaire qualifiant de plein exercice et en alternance, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'avis de la chambre Enseignement est motivé par implantation et par option de base groupée au regard des cinq critères d'appréciation suivants :

- 1^o la prise en compte des besoins socio-économiques identifiés ;
- 2^o la cohérence de l'offre qualifiante de l'école en fonction des secteurs d'activité qu'elle organise ;
- 3^o l'équilibre par caractère des occurrences de l'option de base groupée organisées au sein de la zone concernée ;
- 4^o la répartition géographique au niveau de la zone ;
- 5^o l'accessibilité de l'implantation et/ou l'existence d'un internat. »

CHAPITRE 12. — *Dispositions diverses modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et ses dispositions transitoires*

Section 1. — Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Art. 39. Dans l'article 1.7.1-10, alinéa 8, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, la phrase « L'école en informe immédiatement les parents ou l'élève lui-même s'il est majeur. » est insérée entre les termes « sur la base du respect des objectifs qui lui ont été fixés.» et les termes « La décision de ne pas admettre l'élève ».

Art. 40. A l'article 2.3.2-6, § 3, alinéa 2, du même Code, les termes « du délégué au contrat d'objectifs ou » sont insérés entre les termes « sous la responsabilité » et les termes « de chaque inspecteur ».

Art. 41. A l'article 2.3.2-7, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o du même Code, les termes « ou le délégué au contrat d'objectifs, » sont insérés entre les termes « l'inspecteur, » et les termes « qui préside ; ».

Art. 42. A l'article 6.1.7-1, § 3 du même Code, les termes « 1° à 3° » sont remplacés par les termes « 1° à 2° ».

Section 2. — Dispositions modifiant le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun

Art. 43. Au point 16°, a), de l'article 3 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, les termes « , sauf l'article 5, § 4 » sont insérés après les termes « 4 à 8 ».

Art. 44. Au point 8° de l'article 4 du même décret, les termes « les articles 9 et 11 » sont remplacés par les termes « les articles 5, § 4, 9 et 11 ».

Section 3. — Disposition modifiant le décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS

Art. 45. Dans le décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, le chapitre V est complété par un article 90/1 rédigé comme suit :

« Article 90/1. – § 1^{er}. Pour l'application de l'article 6.1.3-8, § 3, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, la première période de capitalisation des demi-jours de formation visés à l'article 6.1.3-8, §§ 1^{er} et 2, du même Code correspond aux six années scolaires consécutives, allant de l'année scolaire 2023 - 2024 à l'année scolaire 2028-2029.

Par dérogation à l'article 6.1.3-8, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, les demi-jours de formation organisés durant l'année scolaire 2022-2023 peuvent être pris en compte dans la comptabilisation du nombre de demi-jours de formation à suivre obligatoirement durant la période de capitalisation visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour l'application de l'article 6.1.3-11, alinéa 4, du même Code, la première période de capitalisation des demi-jours de formation visés à l'article 6.1.3-11, alinéas 1^{er} ou 3, du même Code correspond aux six années scolaires consécutives, allant de l'année scolaire 2023 - 2024 à l'année scolaire 2028-2029.

Par dérogation à l'article 6.1.3-11, alinéa 4, du même Code, les demi-jours de formation organisés durant l'année scolaire 2022-2023 peuvent être pris en compte dans la comptabilisation du nombre de demi-jours de formation à suivre durant la période de capitalisation visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Pour l'application des articles 1.9.2-2, alinéa 1^{er}, 1.9.3-4, alinéa 1^{er}, et 1.9.4-2, alinéa 1, du même Code, la première période de capitalisation des demi-jours de suspension des cours visés par ces dispositions correspond aux six années scolaires consécutives allant de l'année scolaire 2023 - 2024 à l'année scolaire 2028-2029. »

TITRE II — DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES À L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ARTISTIQUE À HORAIRE RÉDUIT

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant
l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 46. À l'article 2 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La Communauté française subventionne l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ».

Art. 47. À l'article 6 du même décret, les mots « ainsi que l'encadrement pédagogique visé à l'article 100^{ter}, » sont insérés entre les mots « § 2, » et le mot « organisés ».

Art. 48. L'article 7^{bis} du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les services du Gouvernement sont chargés de vérifier que le Pouvoir organisateur respecte l'égalité de traitement entre les élèves inscrits dans ses établissements.

En outre, par dérogation à l'article 1.1.1-1, alinéa 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les services du Gouvernement sont également chargés de vérifier le respect des conditions reprises à l'article 1.7.3-1, § 2 du Code précité.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, la procédure prévue à l'article 1.7.3-1, § 3 du Code précité s'applique ».

Art. 49. À l'article 23^{bis} du même décret, le mot « organise » est remplacé par le mot « organiser ».

Art. 50. À l'article 41^{bis} du même décret, les mots « l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « l'article 1.7.3-1, § 2 du Code précité ».

Art. 51. À l'article 43 du même décret, les mots « la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « l'article 1.7.3-1, § 2 du Code précité ».

Art. 52. À l'article 45 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. Au § 1^{er}, les mots « sans préjudice de l'article 24, § 2, alinéa 2, 13° de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « en référence à la dérogation prévue à l'article 1.7.3-1, § 2 du Code précité » ;

2. Au § 2, les mots « l'article 24, § 2, alinéa 2, 13° de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « l'article 1.7.3-1, § 2 du Code précité ».

Art. 53. À l'article 58 du même décret, les mots « à l'article 38 » sont remplacés par les mots « aux articles 35 et 37 ».

Art. 54. À l'article 59 du même décret, les mots « article 38 » sont remplacés par les mots « article 38^{bis} ».

Art. 55. À l'article 89, alinéa 1^{er} du même décret, le mot « secondaire » est inséré entre le mot « enseignement » et le mot « artistique ».

Art. 56. À l'article 91, § 2, alinéa 1^{er} du même décret, le mot « secondaire » est inséré entre le mot « enseignement » et le mot « artistique ».

Art. 57. À l'article 95, § 3, alinéa 2, 2° du même décret, les mots « l'ORBEM » est remplacé par le mot « ACTIRIS ».

Art. 58. L'alinéa 2 de l'article 101 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application des dispositions de l'article 42, § 1^{er}, 3°, du décret du 1^{er} février 1993 précité et de l'article 30, 5°, du décret du 6 juin 1994 précité, pour :

- Les fonctions visées aux articles 105, 106, 107 et 108 du présent décret, le titre de capacité donne sans limitation de durée l'accès à l'exercice de la fonction à titre définitif lorsqu'il est constitué soit d'un titre requis, soit d'un titre jugé suffisant complété par le titre d'aptitude pédagogique à l'enseignement fixé par le présent décret ;

- La fonction de surveillant-éducateur visée à l'article 109 du présent décret, le titre de capacité donne sans limitation de durée l'accès à l'exercice de la fonction à titre définitif lorsqu'il est constitué soit d'un titre requis, soit d'un titre jugé suffisant. »

Art. 59. À l'article 106 du même décret, au 17°, a), le cinquième tiret est complété par : « complété par un titre d'aptitude pédagogique ».

Art. 60. À l'article 107 du même décret, au 4°, a), le cinquième tiret est complété par : « complété par un titre d'aptitude pédagogique ».

Art. 61. À l'article 119 du même décret, les mots « à l'inspection » sont remplacés par les mots « au service de l'inspection ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 62. À l'article 2 du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le développement, » sont insérés entre les mots « l'entretien, » et les mots « le perfectionnement » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « de développer ou » sont insérés entre les mots « d'enseignement, » et les mots « d'acquérir ».

Art. 63. À l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 7°, les mots « alinéa 1^{er}, 6°, » sont remplacés par les mots « alinéa 2, 10°, » et les mots « alinéa 1^{er}, 5°, » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 3°, » ;

2° l'article est complété par un 8° rédigé comme suit : « 8° le mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles visé au chapitre Ibis. »

Art. 64. À l'article 4 du même décret, les mots « du chapitre Ibis et » sont insérés entre les mots « Pour l'application » et les mots « du chapitre II ».

Art. 65. À l'article 5 du même décret, entre les mots « soumises » et « dispositions », le mot « au » est remplacé par le mot « aux ».

Art. 66. À l'article 7 du même décret, les mots « par l'organisateur visé à l'article 9, » sont supprimés.

Art. 67. À l'article 8 du même décret, les mots « et de la recherche scientifique » sont supprimés.

Art. 68. À l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « après consultation des organisations syndicales représentatives siégeant au Comité des Services publics provinciaux et locaux – section II » sont supprimés ;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots « alinéa 2, 5°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ; » sont remplacés par les mots « alinéa 3, 4°, du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection ; » ;

3° à l'alinéa 2, 3°, les mots « Conseil de perfectionnement » sont remplacés par les mots « Conseil général » ;

4° l'alinéa 2 est complété par les mots : « 7° d'un représentant de chaque organisation syndicale représentative de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ».

Art. 69. À l'article 11 du même décret, les mots « alinéa 2, 5°, du décret du 8 mars 2007 précité » sont remplacés par les mots « alinéa 3, 4°, du décret du 10 janvier 2019 précité ».

Art. 70. À l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7° et 9°, du décret du 8 mars 2007 précité » sont remplacés par les mots « à l'article 6, § 4, 3°, du décret du 10 janvier 2019 précité » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° est conforme aux objectifs visés à l'article 3 ; »

3° à l'alinéa 2, les mots « Conseil de perfectionnement » sont remplacés par les mots « Conseil général ».

Art. 71. À l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots : « Au moins 40 % de ces crédits sont consacrés à des formations basées sur des thèmes généraux communs de formation visés à l'article 10, alinéa 1^{er}. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'enveloppe telle que fixée à l'alinéa 1^{er} est augmentée d'un montant de 45.000 euros en 2024 et d'un montant de 130.000 euros à partir de 2025. À partir de 2026, ce dernier montant est indexé annuellement en fonction du rapport entre l'indice général des prix à la consommation du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente. » ;

3° à l'alinéa 4, les mots « 12% » sont remplacés par les mots « 18% » ;

4° l'alinéa 5 est supprimé.

TITRE III — DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AU STATUT DES MEMBRES DU PERSONNEL**CHAPITRE 1. — Dispositions modifiant la réglementation en matière de congés, absences et disponibilités**

Section 1. — Modification de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 72. Au chapitre II de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, il est inséré un article *6bis*, rédigé comme suit :

« Article *6bis*. – Les membres du personnel temporaires, en activité de service, peuvent obtenir un congé de convenance personnelle portant sur la totalité des prestations exercées à titre temporaire.

Ce congé peut être accordé par le pouvoir organisateur pour une période maximum de trente jours calendrier par année scolaire ou académique, limitée dans tous les cas à la durée de la désignation en cours, et ne peut pas être fractionné. Il n'est pas rémunéré et est considéré comme une période de suspension de la désignation.

Le congé pour convenance personnelle ne peut être sollicité en vue d'exercer une fonction dans l'enseignement. ».

Section 2. — Modifications de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 73. Au chapitre II de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un article 8, rédigé comme suit :

« Article 8. – Les membres du personnel temporaires, en activité de service, peuvent obtenir un congé de convenance personnelle portant sur la totalité des prestations exercées à titre temporaire.

Ce congé peut être accordé par le pouvoir organisateur pour une période maximum de trente jours calendrier par année scolaire ou académique, limitée dans tous les cas à la durée de la désignation en cours, et ne peut pas être fractionné. Il n'est pas rémunéré et est considéré comme une période de suspension de la désignation.

Le congé pour convenance personnelle ne peut être sollicité en vue d'exercer une fonction dans l'enseignement. ».

Art. 74. L'article 14, § 4 du même arrêté est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieur, le congé peut être accordé pour toute la durée de l'année scolaire ou académique en vue de l'exercice provisoire d'une fonction du 1^{er} septembre au 30 juin dans l'enseignement de la Communauté germanophone ou dans un centre psycho-médico-social de la Communauté germanophone. ».

Art. 75. A l'article 22*quinquies*, alinéa 2 du même arrêté, les mots « Lorsqu'une prolongation » sont remplacés par les mots « Lorsque le congé ou sa prolongation ».

Art. 76. L'article 22*sexies* du même arrêté est remplacé comme suit : « Le congé peut débuter le premier jour ouvrable scolaire de chaque mois ».

Section 3. — Modifications de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Art. 77. Au chapitre II de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, il est inséré un article 7, rédigé comme suit :

« Article 7. – Les membres du personnel temporaires, en activité de service, peuvent obtenir un congé de convenance personnelle portant sur la totalité des prestations exercées à titre temporaire.

Ce congé peut être accordé par le pouvoir organisateur pour une période maximum de trente jours calendrier par exercice annuel, limitée dans tous les cas à la durée de la désignation en cours, et ne peut pas être fractionné. Il n'est pas rémunéré et est considéré comme une période de suspension de la désignation.

Le congé pour convenance personnelle ne peut être sollicité en vue d'exercer une fonction dans l'enseignement. ».

Art. 78. A l'article 22*quater* du même arrêté, les mots « Lorsqu'une prolongation » sont remplacés par les mots « Lorsque le congé ou sa prolongation ».

Art. 79. L'article 22*quinquies* du même arrêté est remplacé comme suit : « Le congé peut débuter le premier jour de fonctionnement de chaque mois ».

Section 4. — Disposition modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 80. A l'article 8 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, un point C. est réintroduit libellé comme suit :

« c. les congés pour mission accordés aux personnes désignées auprès du Service général du Numérique éducatif dans le cadre des missions visées respectivement aux articles 2 et 5 du décret du 13 juillet 2016 organisant l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, aux articles 120 et 120*decies* du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2022 et à l'article 87 du décret programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires peuvent être accordés dans un cadre ponctuel et déterminé et porter sur un nombre de périodes inférieure à celui requis pour la fonction à prestations complètes, sans toutefois pour l'enseignement de promotion sociale pouvoir être inférieur à 40 périodes pour toute la durée de cette mission ; ».

Section 5. — Modification du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement

Art. 81. Dans le chapitre I^{er} du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Article 4/1. – Le membre du personnel qui veut séjourner à l'étranger pendant une absence par suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle doit recevoir, à cet effet, l'autorisation préalable du service de contrôle médical désigné par le Gouvernement. Le membre du personnel doit soumettre une recommandation motivée de son médecin traitant qui démontre que le séjour à l'étranger ne met pas en danger la guérison et/ou le traitement. Le médecin mentionne également les dates de début et de fin de la période de séjour à l'étranger demandée. »

Section 6. — Disposition modifiant le décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement

Art. 82. A l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement, tel que complété par le décret du 25 mars 2021, il est inséré un nouveau point 4*bis*^o rédigé comme suit :

« 4*bis*^o soit désignés par le Gouvernement, sur proposition de WBE ou de la fédération de pouvoirs organisateurs, dans le cadre d'une disponibilité pour mission spéciale en application de l'article 21 du décret du 24 juin 1996 précité. Dans ce cas, le membre du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale bénéficie d'un traitement d'attente ou d'une subvention-traitement d'attente et l'organisme au profit duquel la mission est exercée, rembourse trimestriellement ce traitement d'attente ou cette subvention-traitement d'attente augmenté(e) de toutes les allocations et indemnités éventuelles selon les modalités fixées à l'article 22 du même décret du 24 juin 1996 ».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné*

Section 1. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé

Art. 83. À l'article 16, § 3, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, les mots « est fixée par arrêté par le ministre fonctionnel compétent » sont remplacés par les mots « , et leurs modalités d'application, sont fixées par arrêté par le Gouvernement ».

Section 2. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés

Art. 84. À l'article 15, § 4, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, les mots « fixées ou approuvées par le Ministre » sont remplacés par les mots « dont la nature et les modalités sont fixées par le Gouvernement ».

Section 3. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné

Art. 85. À l'article 14, § 4, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, les mots « fixées ou approuvées par le Ministre » sont remplacés par les mots « dont la nature et les modalités sont fixées par le Gouvernement ».

Section 4. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé

Art. 86. À l'article 16, § 5, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, les mots « est établie par arrêté par le ministre fonctionnellement compétent » sont remplacés par les mots « , et leurs modalités d'application, sont fixées par arrêté par le Gouvernement ».

Section 5. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés

Art. 87. À l'article 40, § 5, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, les mots « fixées ou approuvées par le Ministre » sont remplacés par les mots « dont la nature et les modalités sont fixées par le Gouvernement ».

Section 6. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné

Art. 88. À l'article 14, § 4, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, les mots « fixées ou approuvées par le Ministre » sont remplacés par les mots « dont la nature et les modalités sont fixées par le Gouvernement ».

CHAPITRE 3. — Modification de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique

Art. 89. A l'article 31, § 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les mots « ou que le premier jour de l'année scolaire ou académique » sont insérés entre les mots « à une date autre que le premier du mois » et la virgule.

CHAPITRE 4. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 90. A l'article 30, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les termes « sur deux années scolaires au minimum » sont supprimés.

CHAPITRE 5. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat

Art. 91. A l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, les termes « Le nombre de candidatures » sont remplacés par les termes « Sauf si le nombre de candidatures visé à l'alinéa 2 est plus élevé, le nombre de candidatures ».

CHAPITRE 6. — Dispositions relatives aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux

Section 1. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux

Art. 92. A l'article 14, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, un deuxième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, le pouvoir organisateur, qui ne peut, pourvoir au remplacement du membre du personnel technique absent par un membre du personnel exerçant la même fonction, en raison de l'absence de candidats, peut remplacer après avis des organes locaux de concertation sociale, dans le respect des règles statutaires, le membre du personnel absent par un membre du personnel porteur d'un titre fixé pour une autre fonction. Cette mesure est d'application pour tout remplacement d'au moins de 10 jours ouvrables. »

Section 2. — Disposition modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

Art. 93. A l'article 27, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, le pouvoir organisateur, qui ne peut, pourvoir au remplacement du membre du personnel technique absent par un membre du personnel exerçant la même fonction, en raison de l'absence de candidats, peut remplacer après avis des organes locaux de concertation sociale, dans le respect des règles statutaires, le membre du personnel absent par un membre du personnel porteur d'un titre fixé pour une autre fonction. Cette mesure est d'application pour tout remplacement d'au moins de 10 jours ouvrables. »

Section 3. — Disposition modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

Art. 94. A l'article 20, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, un nouvel alinéa est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, le pouvoir organisateur, qui ne peut, pourvoir au remplacement du membre du personnel technique absent par un membre du personnel exerçant la même fonction, en raison de l'absence de candidats, peut remplacer après avis des organes locaux de concertation sociale, dans le respect des règles statutaires, le membre du personnel absent par un membre du personnel porteur d'un titre fixé pour une autre fonction. Cette mesure est d'application pour tout remplacement d'au moins de 10 jours ouvrables. »

CHAPITRE 7. — Modification du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 95. A l'article 12 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les membres du personnel ne possédant pas de titre pédagogique, ayant participé à une des sessions de la formation à la fonction de directeur adjoint, visées à l'article 19*bis*, avant le 1^{er} septembre 2019 et titulaires, suite à cette participation, d'au moins une attestation de réussite, pourront être nommés dans la fonction de directeur adjoint, lorsqu'ils rempliront les autres conditions de l'article 8 et s'ils exerçaient, avant le 1^{er} septembre 2019, une fonction du personnel auxiliaire d'éducation. »

CHAPITRE 8. — Modifications du décret 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement

Art. 96. A l'article 11, § 4, alinéa 7, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, entre les termes « se déploie » et « sur les trois années », il est inséré les termes suivants : « , autant que possible, ».

Art. 97. A l'article 59 du même décret est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation aux §§ 1 et 2, lorsque l'emploi est définitivement vacant et que le pouvoir organisateur a sélectionné, au terme de la procédure d'appel, l'un de ses directeurs définitifs, il peut procéder à un changement d'affectation, conformément à l'article 29 § 2 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ou, s'il s'agit d'un autre niveau d'enseignement, à la nomination immédiate du directeur dans cet emploi.

Cette procédure n'est applicable que si le membre du personnel a exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans au moins. »

CHAPITRE 9. — Modifications du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 98. A l'article 293 bis § 1^{er} du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les termes « 1^{er} septembre 2024 » sont remplacés par les termes « premier jour de l'année scolaire 2026-2027 ».

Art. 99. A l'article 293 ter alinéa 1^{er} du même décret, les termes « 1^{er} septembre 2024 » sont remplacés par les termes « le premier jour de l'année scolaire 2026-2027 ».

Art. 100. A l'article 293 quater du même décret, les termes « 1^{er} septembre 2024 » sont remplacés par les termes « le premier jour de l'année scolaire 2026-2027 ».

CHAPITRE 10. — Modification du décret du 20 juillet 2022 relatif au dispositif de l'accompagnement personnalisé et portant diverses mesures accompagnant la mise en œuvre du tronc commun, et octroyant des moyens aux écoles de l'enseignement primaire pour apporter un soutien pédagogique et éducatif ciblé et renforcé aux élèves

Art. 101. A l'article 36, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 20 juillet 2022 relatif au dispositif de l'accompagnement personnalisé et portant diverses mesures accompagnant la mise en œuvre du tronc commun, et octroyant des moyens aux écoles de l'enseignement primaire pour apporter un soutien pédagogique et éducatif ciblé et renforcé aux élèves, les mots « un instituteur primaire en immersion, » sont insérés entre les mots « un instituteur primaire, » et les mots « un maître de seconde langue ».

CHAPITRE 11. — Modifications du décret du 22 juin 2023 visant à octroyer un complément de périodes dédiées au tronc commun dans l'enseignement primaire ordinaire

Art. 102. Dans le décret du 22 juin 2023 visant à octroyer un complément de périodes dédiées au tronc commun dans l'enseignement primaire ordinaire, un article 11*bis* est ajouté, rédigé comme suit :

« Article 11*bis*. - Par dérogation à l'article 2.2.1-6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, en cas d'impossibilité d'organiser les périodes de langue moderne par défaut de maître de seconde langue ou de membres du personnel visés à l'article 2.2.1-6, § 2, alinéa 3, du même Code, le pouvoir organisateur a la possibilité de convertir les périodes de langue moderne en périodes d'accompagnement personnalisé, telles que visées à l'article 2.2.3-2 du même Code, ou en périodes d'éveil aux langues, telles que visées à l'article 2.2.1-4, § 3, 2^o, a., du même Code.

Les périodes d'accompagnement personnalisé visées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être données que par un instituteur primaire ou un maître de philosophie et de citoyenneté, tels que définis par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ou par un directeur avec charge de classe.

Le choix de la (des) fonction(s) fait l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale. Toutefois, ce choix ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans l'une des fonctions activées. Quel que soit le choix effectué, le pouvoir organisateur est tenu d'appliquer les mesures préalables à la disponibilité et les règles de réaffectation auxquelles il est soumis à l'ensemble des fonctions pouvant être activées. »

Art. 103. À l'article 12 du même décret, un deuxième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« L'article 11bis cesse de produire ses effets le dernier jour de l'année scolaire 2024-2025. ».

TITRE IV — DISPOSITIONS DIVERSES PORTANT DES MESURES EN VUE DE LUTTER CONTRE LA PÉNURIE D'ENSEIGNANTS

CHAPITRE 1. — *Dispositions modifiant le décret du 1^{er} décembre 2022 instituant un dispositif expérimental créant un pool local de remplacement pour l'année scolaire 2022-2023 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie d'enseignants*

Art. 104. L'intitulé du décret du 1^{er} décembre 2022 instituant un dispositif expérimental pour l'année scolaire 2022-2023 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie d'enseignants est remplacé par « Décret instituant un dispositif expérimental créant un pool local de remplacement pour l'année scolaire 2024-2025 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie ».

Art. 105. A l'article 1^{er} du même décret, les mots « année scolaire 2022-2023 » sont remplacés par les mots « année scolaire 2024-2025 ».

Art. 106. A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1. Un total de 1.152 périodes [pour 48 ETP] est octroyé aux pouvoirs organisateurs d'enseignement fondamental ordinaire visés à l'article 1^{er}, à raison d'une période par tranche complète de 90 élèves régulièrement inscrits au 16 janvier 2023. Le calcul s'effectue par pouvoir organisateur. Chaque pouvoir organisateur bénéficie d'au moins une période.

En cas de mutualisation visée à la section 2, le calcul s'effectue sur la population primaire globale au 16 janvier 2023 de l'ensemble des écoles constituant le partenariat. » ;

2° Au § 2, les mots « du 1^{er} décembre 2022 au 7 juillet 2023 » sont remplacés par les mots « du 26 août 2024 au vendredi 4 juillet 2025 ».

Art. 107. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 4, alinéa 1^{er}, les mots « 31 janvier 2023 » sont remplacés par les mots « 31 octobre 2024 » ;

2° Au § 4, alinéa 2, les mots « 31 octobre 2023 » sont remplacés par les mots « 31 octobre 2025 ».

Art. 108. A l'article 9, § 2, alinéa 1^{er} du même décret, les mots «, sauf dérogation expresse convenue par écrit entre les parties à la convention » sont insérés après les mots « conformément à l'article 6, § 2 ».

Art. 109. A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 3, le chiffre « 2022 » est remplacé par « 2024 » ;

2° A l'alinéa 4, le chiffre « 2023 » est remplacé par « 2025 ».

Art. 110. A l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « à son issue » sont supprimés ;

2° A l'alinéa 2, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2025-2026 ».

Art. 111. L'article 29, alinéa 1^{er} du même décret est remplacé par ce qui suit : « Le titre I^{er} entre en vigueur le 26 août 2024 et cesse de produire ses effets le 4 juillet 2025, excepté dans le cas où le gouvernement a pris la décision, avant cette date, de prolonger le mécanisme de pool local de remplacement en projet d'une année supplémentaire en vertu de l'article 13. ».

CHAPITRE 2. — *Dispositif expérimental permettant le recrutement d'experts dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance*

Section 1. — Disposition modificative de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 112. Au paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « et dans l'enseignement fondamental et secondaire de plein exercice ou en alternance dans le cadre du dispositif expérimental visé au chapitre II du Titre IV du décret du 16 mai 2024 portant diverses mesures relatives à l'enseignement et à la lutte contre la pénurie d'enseignants » sont insérés entre les mots « de régime 1, » et les mots « des subventions-traitements ».

Section 2. — Définition

Art. 113. Un expert dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance est un membre du personnel qui, en qualité d'expert, n'est pas soumis aux dispositions statutaires applicables aux catégories de personnels de l'enseignement et auquel sont attribuées, sur la base de ses compétences particulières, une ou plusieurs périodes de cours.

Le total de ses prestations ne peut dépasser un quart de l'horaire complet de la fonction dans laquelle le membre du personnel est recruté, avec possibilité d'augmenter de deux périodes en vue d'éviter le fractionnement d'un bloc de cours dispensé par ce membre du personnel. Les heures peuvent être prestées auprès de plusieurs pouvoirs organisateurs, tant que la limite horaire visée au présent alinéa est respectée.

Section 3. — Recrutement

Art. 114. Le recrutement d'un expert par un pouvoir organisateur de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire de plein exercice et/ou en alternance, est autorisé uniquement dans l'une des fonctions suivantes, pour autant qu'elles soient en pénurie et après application des règles statutaires de dévolution des emplois :

1° maître de seconde langue néerlandaise, anglaise ou allemand ;

2° professeur de cours généraux néerlandais, au degré secondaire inférieur ;

3° professeur de cours généraux néerlandais, au degré secondaire supérieur ;

4° professeur de cours techniques, au degré secondaire supérieur ;

5° professeur de cours pratique professionnelle, au degré secondaire supérieur.

A l'issue des deux années de mise en œuvre du dispositif expérimental, sur base des éléments qui auront été mis en évidence dans la cadre du monitoring, le Gouvernement proposera l'élargissement de la possibilité d'engager des experts à d'autres fonctions.

Art. 115. Le recrutement d'un expert par un pouvoir organisateur de l'enseignement primaire, secondaire de plein exercice et/ou en alternance fait l'objet d'un contrat de travail conclu pour un travail nettement défini.

Le contrat est signé par le pouvoir organisateur ou son délégué.

Le Ministre ayant l'Education dans ses attributions établit un modèle de contrat pour les établissements d'enseignement primaire, secondaire de plein exercice et en alternance organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il précise, en outre, les éléments qui doivent nécessairement figurer dans les contrats rédigés par les pouvoirs organisateurs.

Art. 116. L'expert n'est pas soumis au contrôle médical du service de santé administratif.

En cas de maladie ou d'incapacité de travail, il est tenu de remettre à la direction un certificat médical établi par le médecin de son choix. S'il échet, et selon les disponibilités, les deux parties conviennent d'un horaire de récupération.

Section 4. — Rétribution

Art. 117. § 1. Les experts perçoivent une rétribution pour chaque période de cours prestée.

§ 2. Les montants de la rétribution, pour chaque période de cours prestée, sont établis comme suit :

1° Dans l'enseignement primaire :

- Cours de néerlandais : 19,69 euros

2° Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :

- Cours de néerlandais : 19,69 euros

3° Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur :

- Cours de néerlandais : 24,69 euros

- Cours techniques : 24,69 euros

- Cours de pratique professionnelle : 18,25 euros.

§ 3. Les montants visés au § 2 sont liés aux fluctuations de l'indice santé. Ils sont rattachés à l'indice pivot (138,01).

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant le décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente*

Art. 118. Le chapitre VIII du Titre I^{er} du décret 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE VIII - Organisation du certificat d'aptitudes pédagogiques conformément à l'article 16 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, de personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements

Art. 34 - Un Jury est chargé de la délivrance du certificat d'aptitudes pédagogiques conformément à l'article 16 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements.

Art. 35 - Sont admis aux épreuves du certificat d'aptitudes pédagogiques, les candidats qui remplissent les conditions suivantes :

1° Être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques ;

2° Être porteur ou détenteur :

a) d'un titre faisant foi d'une compétence disciplinaire à l'adjonction duquel le certificat d'aptitudes pédagogiques permet d'être porteur d'un titre de capacité à l'exercice d'une ou plusieurs fonctions telles que définies par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

b) et/ou d'une décision de la Chambre de l'expérience utile qui permet d'accéder à une fonction de recrutement dans l'enseignement ;

c) ou, à défaut, d'une attestation de l'exercice d'une fonction enseignante délivrée par le pouvoir organisateur ou son représentant durant l'année scolaire en cours ou durant l'année scolaire précédente.

Art. 36 - Les candidats doivent introduire leur demande, à peine de nullité, par une lettre recommandée à la poste ou par voie électronique, selon les procédés mis à disposition par la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique, ci-après dénommée l'Administration.

Art. 37 - L'appel à candidatures pour ces épreuves est annoncé au moins quinze jours avant la date limite d'inscription par avis inséré au *Moniteur belge* et, en outre, par tout autre moyen de publication que le Gouvernement estime adéquat. Cet appel indique les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que les modalités, la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 38 - Le droit d'inscription aux épreuves est fixé à 50 euros. La gratuité est accordée aux candidats demandeurs d'emploi et aux candidats bénéficiant du revenu d'intégration sociale, sur production d'une attestation délivrée par l'organisme compétent.

Art. 39 - Il y a annuellement au moins une session d'épreuves organisée par le Jury.

Art. 40 - Ces épreuves portent sur :

1° La maîtrise de la langue française ;

2° La psychologie ;

3° La pédagogie ;

4° La méthodologie et la pratique de l'enseignement ;

5° L'organisation du système éducatif en Communauté française.

Art. 41 - Sont organisées deux épreuves écrites et une épreuve orale.

1. Les épreuves écrites comportent :

a) une production écrite en langue française à partir d'un texte en rapport avec la fonction enseignante (100 points) ;

b) un questionnaire portant sur les 4 thématiques suivantes : la psychologie, la pédagogie, la méthodologie et pratique de l'enseignement et l'organisation du système éducatif en Communauté française (100 points).

Le contenu des thématiques sur lesquelles seront interrogés les candidats est communiqué dans l'appel à candidatures visé à l'article 37.

2. L'épreuve orale (100 points) consiste en la présentation d'une leçon désignée par le Jury visé à l'article 51 parmi trois leçons de thématiques différentes proposées par le candidat, suivie d'un entretien réflexif pouvant porter sur les préparations des leçons, la pratique lors de la leçon dispensée et sa mise en relation avec une ou plusieurs thématiques sur lesquelles seront interrogés les candidats au point 1b).

Art. 42 - Les épreuves écrites doivent précéder l'épreuve orale. Les candidats qui n'ont pas obtenu 50 % des points à chacune des deux épreuves écrites visées à l'article 41, 1., ne sont pas admis à l'épreuve orale.

Art. 43 - Les candidats porteurs du certificat des cours normaux techniques moyens sont dispensés à leur demande des épreuves écrites.

Art. 44. - § 1^{er}. Lorsque le candidat dûment convoqué est dans l'impossibilité de se présenter à la date fixée par le Président du Jury pour l'épreuve orale ou que le candidat renonce à présenter son épreuve orale à la date fixée par le Président du Jury, il est tenu d'en aviser celui-ci par lettre recommandée à la poste, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date prévue pour la présentation de l'épreuve concernée.

A défaut, le candidat défaillant sera déclaré irrecevable à présenter la session d'épreuves suivante.

Le candidat défaillant pourra néanmoins demander au Jury de revoir cette décision d'irrecevabilité lorsque son absence non justifiée est due à un cas de force majeure et sur présentation des pièces justificatives utiles adressées au Président du Jury par lettre recommandée à la poste envoyée au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent l'épreuve à laquelle il est convoqué.

§ 2. Lorsque le Jury n'a pas la possibilité de permettre au candidat de présenter la leçon dans la classe ou l'option pour laquelle il l'avait préparée, le Jury fixe la leçon dans une classe où le même cours est dispensé. A défaut, en cas d'impossibilité matérielle de présenter la leçon dans une classe, celle-ci sera présentée uniquement devant le Jury.

Art. 45 - Pour obtenir le certificat d'aptitudes pédagogiques, les candidats doivent avoir obtenu au moins 50% lors de l'épreuve orale.

Art. 46 - En cas de réinscription à la session d'épreuves, le candidat sera dispensé de son/ses épreuve(s) écrite(s) réussie(s).

Dans tous les cas, la validité du résultat de l'(des) épreuve(s) écrite(s) réussie(s) est limitée à trois années consécutives à compter de la première inscription.

Art. 47 - § 1 - Le Jury chargé de délivrer le certificat d'aptitudes pédagogiques est composé :

a) d'un Président ou son représentant ;

b) d'un Vice-Président et d'un Vice-Président suppléant choisis parmi les membres ;

c) d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant ;

d) d'au moins 30 membres dont au moins 20 Inspecteurs en fonction au Service général de l'Inspection tel que visé à l'article 3 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

§ 2. Le Jury peut faire appel à des experts lorsqu'il l'estime nécessaire. Ceux-ci ont une voix consultative. A défaut d'avoir un spécialiste du cours ou du secteur supervisé parmi ces trois membres, il est fait appel à un expert qui remplace celui-ci et, a, dans ce cas, voix délibérative.

Art. 48 - Le Président ou son représentant est choisi parmi les fonctionnaires de rang 12 au moins au sein de l'Administration. Il préside le Jury.

Le Vice-Président est choisi parmi les membres actifs ou retraités du personnel directeur et enseignant des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française ou parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection susvisé.

Le secrétaire est choisi parmi les membres de l'Administration titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur de premier cycle au moins ou parmi les membres du personnel directeur et enseignant des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française. Dans ce dernier cas, il bénéficie d'un congé pour mission au sens du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les membres sont choisis parmi les membres actifs ou retraités du personnel directeur et enseignant des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française ou parmi les membres actifs ou retraités du personnel du Service général de l'Inspection susvisé ou parmi les membres actifs ou retraités des directions de zones au sein du Service général du Pilotage des Ecoles et des CPMS, en fonction de leur qualification eu égard aux épreuves organisées.

Art. 49 - Le Gouvernement désigne le Président, le Vice-Président, le Vice-Président suppléant, le secrétaire et le secrétaire suppléant.

Le Ministre désigne les membres du Jury.

Art. 50 - Le Président ou le Vice-Président veille à la régularité des épreuves.

Le secrétaire tient les écritures, les procès-verbaux et les registres de présence. En cas d'empêchement, il est remplacé par son suppléant ou, à défaut, par un membre que désigne le Président ou le Vice-Président.

Art. 51 - § 1^{er}. Pour l'épreuve orale, le Jury est composé d'au moins trois membres du Jury dont un spécialiste du cours ou du secteur supervisé. A défaut d'avoir un spécialiste du cours ou du secteur supervisé parmi ces trois membres, il est fait appel à un expert qui remplace celui-ci et, a, dans ce cas, voix délibérative.

§ 2. Nul ne peut prendre part, sous peine de nullité, en qualité de membre du Jury, à l'épreuve orale d'un candidat membre du personnel du même établissement, parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré ainsi qu'à toute décision relative à ce candidat.

Art. 52 - Toute décision est prise à la majorité simple des voix lors de la délibération en séance plénière du Jury.

Un quorum de minimum 15 membres composant l'ensemble du Jury visé à l'article 47 est requis pour délibérer.

En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Le secrétaire n'a pas de voix délibérative.

Les procès-verbaux des délibérations sont signés par le Président et le secrétaire.

Nul ne peut prendre part, sous peine de nullité, en qualité de membre du Jury, à la délibération d'un candidat membre du personnel du même établissement, parent ou allié jusque et y compris le quatrième degré ainsi qu'à toute décision relative à ce candidat.

Art. 53 - § 1^{er}. Les membres du Jury et les experts reçoivent une indemnité de vacation pour correction des épreuves écrites qui est fixée à 10 euros par candidat.

En outre, les membres du Jury et les experts reçoivent une indemnité de vacation de 5 euros par rapport rendu dans le cadre de l'épreuve orale.

§ 2. Le cas échéant, ils bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours et de séjour aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Art. 54 - § 1^{er} Le Gouvernement prend toutes les mesures que la tenue des sessions d'épreuves et le fonctionnement des Jurys peuvent nécessiter.

§ 2 Le Jury peut adopter son règlement d'ordre intérieur.

Art. 55 - § 1^{er}. L'Administration est responsable du traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. L'Administration collecte, encode et traite les données visées au § 3 afin de permettre l'organisation des épreuves et la délivrance du certificat d'aptitudes pédagogiques visées par le présent Chapitre.

Les données sont utilisées aux fins de :

- traiter l'inscription aux épreuves du certificat d'aptitudes pédagogiques du candidat ;
- examiner la recevabilité et la complétude de l'inscription ;
- identifier le candidat qui s'inscrit ;
- communiquer toute information utile au candidat, par courrier postal, par courriel et par téléphone (notamment, les instructions relatives aux épreuves, les résultats de celles-ci et en cas de réussite, le certificat d'aptitudes pédagogiques).

§ 3. Les données traitées sont des données à caractère personnel du candidat, nécessaires à l'application du présent Chapitre, telles que les données d'identification du candidat, les données de contact de celui-ci, les données relatives à son ou ses diplôme(s) ou décision d'équivalence délivrée par la Communauté française, à sa valorisation de l'expérience utile délivrée par la Communauté française, à son recrutement au sein d'un établissement d'enseignement et à son extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2 au sens du Code d'instruction criminelle.

§ 4. Les personnes concernées par la collecte des données sont les personnes telles que visées aux articles 35 et 36 du présent Chapitre.

§ 5. Les données des personnes sont conservées pendant 5 ans à partir de la date de l'accusé de réception du dossier et les procès-verbaux de délibération sont conservés pendant 30 ans à compter de la date d'enregistrement dans le système d'information concerné. Ce délai prend cours à partir de la signature de procès-verbal, conformément à l'article 52 du présent décret.

§ 6. Les catégories de données visées au paragraphe 3 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

TITRE V — DISPOSITIONS RELATIVES À L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AFIN DE FACILITER LA RÉGULARISATION D'ÉLÈVES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 119. Il est inséré un article 10bis à l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire rédigé comme suit :

« Les élèves qui ont suivi des périodes d'études dans un établissement d'enseignement de régime étranger et qui sont concernés par la procédure d'équivalence prévue par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ont l'obligation d'obtenir la décision d'équivalence avant la fin de l'année scolaire où les études ont été commencées. Moyennant avis favorable du Conseil d'admission, sur base des attendus applicables aux formes et sections visés, cette obligation peut être reportée jusqu'avant la fin de la sixième ou de la septième année de l'enseignement secondaire ou de la troisième année complémentaire du quatrième degré de l'enseignement professionnelle secondaire complémentaire, sections soins infirmiers.

Les élèves concernés conservent la qualité d'élève libre tant que la décision d'équivalence n'est pas intervenue. Une fois cette dernière obtenue dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier est reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures si le parcours scolaire de l'élève est conforme à la décision d'équivalence rendue. ».

Art. 120. L'article 56, 3^o du même arrêté est abrogé.

Art. 121. L'article 56bis, § 2 du même arrêté est remplacé par :

« § 2. L'élève visé au § 1^{er} dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la quatrième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel et est élève libre au sens de l'article 2, 11°, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du premier degré devant les Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire avant la fin de cette quatrième année. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier est reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures. ».

Art. 122. L'article 56bis, § 4 du même arrêté est remplacé par :

« § 4. L'élève visé au § 3 dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la sixième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel ou la septième année de l'enseignement technique de qualification ou professionnel et est élève libre au sens de l'article 2, 11°, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré devant les Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire avant la fin de cette sixième ou septième année. Si ce certificat est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier est reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures. »

Art. 123. A l'article 56bis du même arrêté, un huitième paragraphe rédigé comme suit est inséré :

« § 8. L'élève dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la première année du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers et est élève libre au sens de l'article 2, 11°, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire supérieur ou l'attestation de réussite de l'épreuve donnant accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie devant les Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire avant la fin de cette première année.

Si ce certificat ou cette attestation est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier est reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours. ».

Art. 124. A l'article 56bis du même arrêté, un neuvième paragraphe rédigé comme suit est inséré :

« § 9. L'élève visé au § 8 dont il est constaté qu'il fréquente irrégulièrement la deuxième ou la troisième année, ou la troisième année complémentaire du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers et est élève libre au sens de l'article 2, 11°, devra, pour recouvrer la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire supérieur ou l'attestation de réussite de l'épreuve donnant accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie devant le Jury de la Communauté française avant la fin du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers.

Si ce certificat ou cette attestation est obtenu dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier est reconnue à l'intéressé pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures. ».

Art. 125. Dans le même arrêté, un article 56ter rédigé comme suit est inséré :

« 56ter. Une Commission de régularisation est instituée pour l'octroi d'une régularisation exceptionnelle du parcours scolaire de l'élève.

La Commission peut régulariser le parcours scolaire d'un élève, sans qu'il ne doive passer les épreuves concernées devant les Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire conformément à l'article 56bis du présent arrêté, lorsqu'il est concerné par une irrégularité dans son parcours scolaire en raison d'une erreur administrative de l'établissement lors de son inscription.

La Commission ne pourra pas procéder à la régularisation si l'inscription irrégulière est le résultat d'une action frauduleuse de l'élève ou de ses parents.

Pour voir sa situation régularisée, l'élève devra avoir fait preuve de l'acquisition des compétences requises pour fréquenter l'année d'étude dans laquelle il est irrégulièrement inscrit, ou les années d'études suivantes.

Elle est composée :

1° d'un fonctionnaire général en charge de l'enseignement obligatoire, ou de son délégué ;

2° d'un fonctionnaire du service des affaires générales et de la sanction des études affecté à la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou de son délégué ;

3° d'un fonctionnaire de la Direction qui assure l'organisation des Jurys affecté à la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou de son délégué ;

4° d'un membre du Service de l'Inspection compétent pour l'exercice de missions de l'enseignement secondaire ;

5° d'un représentant du pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ou de la fédération de pouvoirs organisateurs concernés.

La Commission, dans le mois de son installation, arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Ce règlement doit prévoir, notamment, l'obligation de motiver les décisions rendues et l'obligation d'établir un rapport annuel de ses activités de l'année écoulée qu'elle transmet à la Direction générale de l'enseignement obligatoire et au Ministre chargé de l'enseignement secondaire.

La Commission délibère valablement si la totalité de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres.

Les décisions de la Commission sont notifiées dans les sept jours ouvrables à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur ainsi qu'au directeur de l'établissement.

La régularisation octroyée par la Commission n'a pas pour effet de rendre financable l'élève pour l'année ou les années durant lesquelles il était concerné par une irrégularité. »

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire*

Art. 126. A l'article 19 du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, un § 5 rédigé comme suit est inséré :

« § 5. Par dérogation au § 3, fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui se trouve dans une des situations visées par les paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4, 8 et 9 de l'article 56bis de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et qui bénéficie des dispenses prévues à l'article 18, § 1, 8^o.

Pour ce candidat, la décision prise en délibération prend en considération l'ensemble des résultats obtenus par le candidat au cours de sa scolarité. »

TITRE VI — DISPOSITION MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DU 15 MAI 2014 PORTANT EXÉCUTION DES ARTICLES 23, 25, 26, 28, 30, 33 ET 35 DU DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 2013 ORGANISANT DES POLITIQUES CONJOINTES DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET DE L'AIDE À LA JEUNESSE EN FAVEUR DU BIEN-ÊTRE DES JEUNES À L'ÉCOLE, DE L'ACCROCHAGE SCOLAIRE, DE LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES DÉMARCHES D'ORIENTATION

Art. 127. Dans l'article 20, § 1^{er}, de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 portant exécution des articles 23, 25, 26, 28, 30, 33 et 35 du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la Jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, il est inséré un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit: « Sans préjudice du premier alinéa, à partir du 1^{er} janvier 2024, le Ministre en charge de l'Education octroie une subvention complémentaire visant à couvrir l'ancienneté réelle des membres du personnel. »

TITRE VII — DISPOSITIONS FINALES

Art. 128. Un monitoring de la mise en œuvre des dispositions du chapitre 2 du Titre IV du présent décret est réalisé annuellement par les services du Gouvernement.

Art. 129. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception :

- 1° Des articles 43 et 44 qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2020 ;
- 2° Des articles 74 et 89 qui entrent en vigueur à la rentrée scolaire ou académique 2024-2025 ;
- 3° De l'article 101 qui produit ses effets le 29 août 2022 ;
- 4° Des articles 35, 102 et 103 qui produisent leurs effets le 28 août 2023 ;
- 5° De l'article 118 qui entre en vigueur pour la session d'épreuves 2024-2025 ;
- 6° Du Chapitre 1 du Titre IV qui entre en vigueur au 26 août 2024. Par dérogation, le chapitre 2 cesse de produire ses effets le dernier jour de l'année scolaire 2025-2026 ;
- 7° Du Titre V qui entre en vigueur à partir du 26 août 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2023-2024

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 714-1 – Amendement(s) en commission, n° 714-2 – Texte adopté en commission, n° 714-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 714-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 25 avril 2024.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006838]

16 MEI 2024. — Decreet houdende diverse maatregelen met betrekking tot het onderwijs en de strijd tegen het lerarentekort

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I — BEPALINGEN BETREFFENDE DE ALGEMENE ORGANISATIE VAN HET ONDERWIJS

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Artikel 1. In artikel 97, § 6, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden "duren twee jaar" vervangen door de woorden "duren vier jaar".

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 2. In artikel 26, § 3, tweede lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de woorden "in geval van een vermindering ervan" toegevoegd na de woorden "aanvulling van de directie".

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 3. In artikel 4, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

punt 21° wordt vervangen als volgt:

"21° filosofische cursussen: onderwijs in een van de erkende godsdiensten, van de niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin.";

punt 22° wordt vervangen als volgt:

"22° "participatieraad": raad opgericht bij artikel 1.5.3-1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;"

Er wordt een punt 32° toegevoegd, luidend als volgt:

"32° territoriale pool: de territoriale pool die verantwoordelijk is voor de ondersteuning van de scholen van het gewoon onderwijs bij de implementatie van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie zoals bedoeld in artikel 6.2.2-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs. "

Art. 4. In artikel 15ter van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord «enkel" vervangen door het woord "inzonderheid";

2° in het tweede lid worden de woorden "de gespecialiseerde school" vervangen door de woorden "de school voor het gespecialiseerd onderwijs";

Art. 5. In artikel 26, § 1, achtste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "bedoeld in artikel 69 van het opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 1.5.3-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs".

Art. 6. In hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt na artikel 108 bis een afdeling 3 gecreëerd, luidend als volgt: "Afdeling 3 - Het gebruik van paramedisch, sociaal en psychologisch lestijdenpakket.

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet wordt, in de adeling 3, een artikel 108ter toegevoegd, luidend als volgt:

"108ter - De inrichtende macht beslist elk jaar, na overleg met de lokale organen van sociaal overleg, over de inzet van het toezicht van de inrichting voor het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel, afhankelijk van de specifieke behoeften van de leerlingen van de school voor het gespecialiseerd onderwijs .

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet wordt, in de adeling 3, een artikel 108quater toegevoegd, luidend als volgt:

"108quater. - Als een lid van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel tijdens het schooljaar afwezig is, is de inrichtende macht verplicht het personeelslid volgens de statutaire regels te vervangen door een personeelslid dat dezelfde functie uitoefent.

In afwijking hiervan legt de inrichtende macht, die wegens het tekort niet kan voorzien in de vervanging van het afwezige personeelslid door een personeelslid dat dezelfde functie uitoefent, een bewijsstuk voor, zoals bedoeld in de artikelen 29 en 29bis van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, waaruit de afwezigheid blijkt van kandidaten die voldoen aan de aangifte van een tewerkstelling. In dit geval kan de inrichtende macht, na advies van de lokale organen van sociaal overleg, het afwezige personeelslid vervangen door een personeelslid dat een andere functie uitoefent in de categorie paramedisch, sociaal of psychologisch personeel, in overeenstemming met de statutaire regels. Het bewijsstuk en het advies worden naar de diensten van de regering gestuurd.

De maatregelen bedoeld in het eerste en tweede lid gelden voor elke vervanging van ten minste 10 werkdagen. De toepassing van deze bepaling kan niet leiden tot een wijziging in het lestijdenpakket en/of tot een terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of tot een gedeeltelijk opdrachtverlies. "

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet wordt, in de adeling 3, een artikel 108quinquies toegevoegd, luidend als volgt:

"108quinquies - De inrichtende macht die de omkadering van de inrichting voor het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel voor het volgende schooljaar wil wijzigen, overlegt vooraf met de lokale organen van sociaal overleg.

Wanneer het voorzienbare gevolg van deze wijziging het gedeeltelijk opdrachtverlies of de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking van een vast personeelslid, is deze onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of aan het voorafgaande gunstige advies van de Interzonale Affectatiecommissie voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. De aanvraag moet vóór 1 juni worden ingediend. De notulen van het overleg zijn bij dit verzoek gevoegd."

Art. 10. In artikel 152 van hetzelfde decreet worden de woorden "de gespecialiseerde school" vervangen door de woorden "de school voor het gespecialiseerd onderwijs".

HOOFDSTUK 4. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Art. 11. In het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, wordt in artikel 5, tweede lid, een punt 5 toegevoegd, luidend als volgt:

"5. Voor de opdrachten bedoeld in artikel 108quinquies van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs."

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt in artikel 7, tweede lid, punt 2, een c) toegevoegd, luidend als volgt:

"c) en in artikel 108quinquies van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs .

Art. 13. In hetzelfde decreet, in artike 9, tweede lid, wordt een punt 5 toegevoegd, luidend als volgt:

"5. Voor de opdrachten bedoeld in artikel 108quinquies van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs."

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt in artikel 11, tweede lid, punt 2, een c) toegevoegd, luidend als volgt:

"c) en in artikel 108quinquies van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt artikel 32 aangevuld als volgt:

"De Interzonale Affectatiecommissie voor het onderwijs met volledig leerplan is eveneens bevoegd om adviezen uit te brengen over de opdrachten bedoeld in artikel 108quinquies van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs."

HOOFDSTUK 5. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs

Art. 16. In artikel 22, § 1, eerste lid, eerste streepje, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs worden de woorden "Inspectiedienst van het gewoon basisonderwijs" vervangen door de woorden "Inspectiedienst van het onderwijs voor het pedagogische continuüm".

Art. 17. In artikel 23, eerste lid, eerste streepje van hetzelfde decreet worden de woorden "voor uiterlijk 1 mei van het jaar waarin de proef wordt georganiseerd" vervangen door de woorden "voor uiterlijk 1 december van het jaar voorafgaand aan de proef".

Art. 18. In artikel 25, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst of" toegevoegd tussen de woorden "onder de verantwoordelijkheid" en de woorden "van elke inspecteur".

Art. 19. In artikel 26, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

In het eerste lid:

worden de woorden "elke inspecteur" vervangen door de woorden "de inspecteur of de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aangesteld als voorzitter van de CEB-examencommissie door de intermediaire coördinatief bedoeld in artikel 1.6.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs",

worden de woorden "waarin hij zijn opdrachten uitoefent" vervangen door "waarvoor hij verantwoordelijk is",

worden de woorden "waarin deze inspecteur zijn opdrachten uitoefent" vervangen door de woorden "waarvoor hij verantwoordelijk is" ;

in het tweede lid, eerste streepje, worden de woorden "of de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst," ingevoegd tussen de woorden "De inspecteur," en de woorden "die voorzit ;".

Art. 20. In artikel 27, eerste lid van hetzelfde decreet worden de termen "niet-certificerende externe evaluatie" vervangen door de termen "certificerende externe evaluatie".

Art. 21. In artikel 29 van hetzelfde decreet wordt § 3 vervangen als volgt:

"§ 3. In het gewoon lager onderwijs bezorgt dedirectie van de school binnen 5 werkdagen na de beslissing van de examencommissie bedoeld in artikel 28 aan de diensten van de Regering een kopie van het dossier bedoeld in paragraaf 2 van alle leerlingen aan wie door voornoemde examencommissie geen getuigschrift van basisonderwijs werd toegekend, overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering.

De diensten van de regering stellen ter beschikking van de Raad van beroep tegen beslissingen tot weigering van een getuigschrift van basisonderwijs een kopie van de dossiers van leerlingen waarvoor door de ouders beroep is aangetekend, overeenkomstig artikel 32. Kopieën van dossiers van de leerlingen waartegen geen beroep is aangetekend, worden binnen twee maanden na verzending vernietigd.

De informatie in de dossiers van de betrokken leerlingen is vertrouwelijk. De leden van de diensten van de regering en van de Raad van beroep mogen deze in geen enkel geval openbaar maken.

In het secundair en het gespecialiseerd onderwijs stelt de schooldirectie alle documenten met betrekking tot de beslissing tot toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs ter beschikking van de inspecteur van het onderwijs van het pedagogische continuüm, overeenkomstig de procedures bepaald in dit artikel. De inspecteur van het onderwijs van het pedagogisch continuüm kan deze documenten binnen de school raadplegen.

De dossiers bedoeld in paragraaf 2 zijn persoonsgegevens waarvan het Ministerie van de Franse Gemeenschap verantwoordelijk is voor de verwerking krachtens dit artikel in de zin van artikel 4, 7°, van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", hierna "AVG" genoemd. De Raad van Beroep heeft de hoedanigheid van verwerker in de zin van artikel 4, 8, van de AVG wanneer hij het afschrift van het betrokken dossier voor verwerking raadpleegt."

Art. 22. In artikel 36/4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1, eerste streepje, worden de woorden "Inspectiedienst voor het gewoon secundair onderwijs" vervangen door de woorden "Inspectiedienst van het onderwijs van het pedagogische continuüm";

2° In paragraaf 2 worden de woorden "Inspectiedienst van het secundair onderwijs" vervangen door de woorden "Inspectiedienst van het onderwijs van het pedagogische continuüm".

Art. 23. In artikel 36/5, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "uiterlijk 1 mei van het jaar waarin de proef wordt georganiseerd" vervangen door de woorden "uiterlijk op 1 december van het jaar voorafgaand aan de proef".

Art. 24. In artikel 36/9, § 3, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "en van de leden van de klassenraad" vervangen door ", de voorzitter en ten minste twee leden van de klassenraad".

Art. 25. In artikel 36/9, § 4, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "en van de leden van de klassenraad" vervangen door ", de voorzitter en ten minste twee leden van de klassenraad".

Art. 26. In artikel 36/11/1, § 3, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "en van de leden van de klassenraad" vervangen door ", de voorzitter en ten minste twee leden van de klassenraad".

Art. 27. In artikel 36/11/1, § 4, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "en van de leden van de klassenraad" vervangen door ", de voorzitter en ten minste twee leden van de klassenraad".

Art. 28. In artikel 36/12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1, eerste lid, eerste streepje, worden de woorden "Inspectiedienst van het gewoon secundair onderwijs" vervangen door de woorden "Inspectiedienst van het secundair doorstromings- en kwalificatieonderwijs";

2° In paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "Inspectiedienst van het secundair onderwijs" vervangen door de woorden "Inspectiedienst van het secundair doorstromings- en kwalificatieonderwijs".

Art. 29. In artikel 36/13, eerste lid, eerste streepje, van hetzelfde decreet worden de woorden "uiterlijk 1 mei van het jaar waarin de proef wordt georganiseerd" vervangen door de woorden "uiterlijk op 1 december van het jaar voorafgaand aan de proef".

*HOOFDSTUK 6. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006
betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 30. In het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, in artikel 10, § 2, eerste lid, 2°, b), met betrekking tot het domein van de moderne taal, worden de woorden "of een andere moderne taal die in de school in de 2e graad wordt georganiseerd" ingevoegd na de woorden "voor dezelfde taal als deze gekozen in de gemeenschappelijke vorming".

*HOOFDSTUK 7. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 15 februari 2008
tot instelling van een hoge raad en zoneraden van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 31. In artikel 5, eerste lid, van het decreet van 15 februari 2008 tot instelling van een hoge raad en zoneraden van de psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

De woorden "bestaat uit 22 leden" worden vervangen door de woorden "bestaat uit 25 leden";

Punt 1 wordt vervangen als volgt: "Vijf vertegenwoordigers van de psycho-medico-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering op voorstel van de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.";

In de punten 2 en 3 worden de woorden "Vier vertegenwoordigers" telkens vervangen door de woorden "Vijf vertegenwoordigers";

In punt 6 worden de woorden "op voorstel van de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap" toegevoegd na de woorden "door de Regering".

Art. 32. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de woorden ", ten minste één logopedische hulpverlener" ingevoegd tussen de woorden "paramedische hulpverlener" en de woorden "en één arts".

Art. 33. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Artikel 10 - De leden van de Raad worden benoemd door de Regering voor een periode van vier jaar. Dat mandaat is slechts eenmaal hernieuwbaar voor de werkende leden bedoeld in artikel 5, punten 1, 2 en 3, behoudens afwijking verleend door de Regering wanneer wordt vastgesteld dat het onmogelijk is om het uittredende lid te vervangen. De Regering bepaalt de nadere regels voor de verlening van deze afwijking."

Art. 34. In artikel 14/3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In punt 1° van het eerste lid worden de woorden "op voorstel van de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap" toegevoegd na de woorden "door de Regering";

2. Het tweede lid wordt vervangen als volgt: "De leden van de Zonale Raad door de regering benoemd voor een periode van vier jaar. Dit mandaat is slechts eenmaal hernieuwbaar, behoudens afwijking verleend door de Regering wanneer wordt vastgesteld dat het onmogelijk is om het uittredende lid te vervangen. De Regering bepaalt de nadere regels voor de verlening van deze afwijking."

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie*

Art. 35. In artikel 9 van het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie, zoals gewijzigd bij de decreten van 9 december 2020, 17 juni 2021 en 20 juli 2022, wordt een § 3 ingevoegd, luidende als volgt:

“§ 3. Vanaf het begin van het schooljaar 2023-2024 kent de Franse Gemeenschap vijftien opdrachthouders toe als opleiders voor centra voor geavanceerde technologie.

Deze opdrachtlast, toegekend met toepassing van artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, kan voltijds of halftijds uitgevoerd worden volgens de nadere regels bepaald door de Regering.”

HOOFDSTUK 9. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkunde*

Art. 36. In artikel 11, § 1, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling verpleegkunde, worden na de woorden “de Minister van secundair onderwijs” de woorden “of zijn afgevaardigde” ingevoegd.

HOOFDSTUK 10. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen*

Art. 37. In het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen, worden in artikel 6 de woorden “2023-2024” vervangen door de woorden “2024-2025”.

HOOFDSTUK 11. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan*

Art. 38. In artikel 12 van het decreet van 22 juni 2023 betreffende het beheer van het aanbod van gegroepeerde basisopties in het kwalificerend secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend leerplan, wordt het vierde lid vervangen als volgt:

“Het advies van de Onderwijskamer wordt voor elke vestigingsplaats en voor elke gegroepeerde basisoptie gemotiveerd in het licht van de volgende vijf beoordelingscriteria:

de inaanmerkingneming van de geïdentificeerde sociaaleconomische behoeften;

de samenhang van het kwalificatieaanbod van de school in functie van de activiteitensectoren die ze organiseert;

het evenwicht per karakter van het voorkomen van de gegroepeerde basisoptie georganiseerd binnen de betrokken zone;

de geografische spreiding binnen de zone;

de toegankelijkheid van de vestigingsplaats en/of het bestaan van een internaat.”

HOOFDSTUK 12. — *Diverse bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en de overgangsbepalingen ervan*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Art. 39. In artikel 1.7.1-10, achtste, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt de zin “De school stelt de ouders of de leerling zelf onmiddellijk op de hoogte als hij meerderjarig is.” ingevoegd tussen de woorden “op basis van de naleving van de doelstellingen die hem werden toegewezen” en de woorden “De beslissing om de studies van de leerling al dan niet te bekrachtigen”.

Art. 40. In artikel 2.3.2-6, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “van de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst of” ingevoegd tussen de woorden “tot de verantwoordelijkheid” en de woorden “van elke inspecteur”.

Art. 41. In artikel 2.3.2-7, § 1, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “of de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst,” ingevoegd tussen de woorden “de inspecteur,” en de woorden “die het voorzitterschap waarneemt”.

Art. 42. In artikel 6.1.7-1, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “1° tot 3°” vervangen door de woorden “1° tot 2°”.

Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern

Art. 43. In punt 16°, *a)*, van artikel 3 van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, worden de woorden “behalve artikel 5, § 4” ingevoegd na de woorden “4 tot 8”.

Art. 44. In punt 8° van artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden “de artikelen 9 en 11” vervangen door de woorden “artikelen 5, § 4, 9 en 11”.

Afdeling 3. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra

Art. 45. In het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra, wordt hoofdstuk V aangevuld met een artikel 90/1, luidend als volgt:

“Artikel 90/1. – § 1. Voor de toepassing van artikel 6.1.3-8, § 3, eerste lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, stemt de eerste periode van kapitalisatie van de halve opleidingsdagen bedoeld in artikel 6.1.3-8, §§ 1 en 2, van hetzelfde Wetboek overeen met de zes opeenvolgende schooljaren, die lopen van het schooljaar 2023-2024 tot het schooljaar 2028-2029.

In afwijking van artikel 6.1.3-8, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, mogen de halve opleidingsdagen die tijdens het schooljaar 2022-2023 georganiseerd worden, meegerekend worden bij de berekening van het aantal halve opleidingsdagen dat verplicht gevolgd moet worden tijdens de kapitalisatieperiode bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 6.1.3-11, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, komt de eerste kapitalisatieperiode van de halve opleidingsdagen bedoeld in artikel 6.1.3-11, eerste lid of derde lid, van hetzelfde Wetboek overeen met de zes opeenvolgende schooljaren, die lopen van het schooljaar 2023-2024 tot het schooljaar 2028-2029.

In afwijking van artikel 6.1.3-11, vierde lid, van hetzelfde Wetboek mogen de halve opleidingsdagen die tijdens het schooljaar 2022-2023 worden georganiseerd, in aanmerking worden genomen bij de berekening van het aantal halve opleidingsdagen die tijdens de kapitalisatieperiode bedoeld in het eerste lid moeten worden gevolgd.

§ 3. Voor de toepassing van de artikelen 1.9.2-2, eerste lid, 1.9.3-4, eerste lid, en 1.9.4-2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, komt de eerste periode van kapitalisatie van halve dagen schorsing van cursussen die onder deze bepalingen vallen overeen met de zes opeenvolgende schooljaren die lopen van het schooljaar 2023-2024 tot het schooljaar 2028-2029.”

TITEL II — Diverse bepalingen met betrekking tot het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan

HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 46. In artikel 2 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“De Franse Gemeenschap subsidieert het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan”.

Art. 47. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de woorden “alsook de pedagogische omkadering bedoeld in artikel 100ter” ingevoegd tussen de woorden “§ 2” en het woord “georganiseerd”.

Art. 48. Artikel 7bis van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

“De diensten van de Regering worden bevoegd om na te kijken of de inrichtende macht de gelijkheid van behandeling naleeft tussen de leerlingen ingeschreven in deze inrichtingen.

In afwijking van artikel 1.1.1-1, tweede lid van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zijn de diensten van de Regering ook bevoegd om na te kijken of de voorwaarden opgenomen in artikel 1.7.3-1, § 2 van het voornoemde Wetboek zijn nageleefd.

Ingeval van niet-naleving van het voorgaande lid, is de procedure van artikel 1.7.3-1, § 3 van het voornoemde Wetboek van toepassing”.

Art. 49. In artikel 23bis van hetzelfde decreet wordt het woord “organise” in de Franse tekst vervangen door het woord “organiser”.

Art. 50. In artikel 41bis van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 24 van voornoemde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “artikel 1.7.3-1, § 2 van voornoemd Wetboek”.

Art. 51. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de woorden “de voornoemde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “artikel 1.7.3-1, § 2 van het voornoemde Wetboek”.

Art. 52. In artikel 45 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

In § 1 worden de woorden “onverminderd artikel 24, § 2, tweede lid, 13°, van de voornoemde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “met verwijzing naar de afwijking bepaald in artikel 1.7.3-1, § 2, van het voornoemde Wetboek”;

In § 2 worden de woorden “artikel 24, § 2, tweede lid, 13° van de voornoemde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “artikel 1.7.3-1, § 2 van het voornoemde Wetboek”.

Art. 53. In § 58 van hetzelfde decreet worden de woorden “in artikel 38” vervangen door de woorden “in de artikelen 35 en 37”.

Art. 54. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de woorden “artikel 38” vervangen door de woorden “artikel 38bis”.

Art. 55. In artikel 89, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt het woord “secundair” ingevoegd tussen het woord “onderwijs” en het woord “kunst”.

Art. 56. In artikel 91, § 2, eerste lid van hetzelfde decreet wordt het woord "secundair" ingevoegd tussen het woord "onderwijs" en het woord "kunst".

Art. 57. In artikel 95, § 3, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet wordt het woord "ORBEM" vervangen door het woord "ACTIRIS".

Art. 58. Het tweede lid van artikel 101 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 42, § 1, 3°, van voormeld decreet van 1 februari 1993 en van artikel 30, 5°, van voormeld decreet van 6 juni 1994, voor:

- De functies bedoeld in de artikelen 105, 106, 107 en 108 van dit decreet geeft het kwalificatiegetuigschrift onbeperkt toegang tot de uitoefening van de functie in vast verband, wanneer deze bestaat uit hetzij een vereist bekwaamheidsbewijs, hetzij een voldoende geachte bekwaamheidsbewijs aangevuld met het pedagogische bekwaamheidsbewijs vastgelegd in dit decreet;

- De functie van studiemeester-opvoeder bedoeld in artikel 109 van dit decreet, geeft het kwalificatiegetuigschrift onbeperkt toegang tot de uitoefening van de functie in vast verband wanneer deze bestaat uit een vereist bekwaamheidsbewijs, of uit een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs."

Art. 59. In artikel 106 van hetzelfde decreet, in 17°, a), wordt het vijfde streepje aangevuld met: "aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid".

Art. 60. In artikel 107 van hetzelfde decreet, in 4°, a), wordt het vijfde streepje aangevuld met: "aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid".

Art. 61. In § 119 van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de inspectie" vervangen door de woorden "aan de inspectiedienst".

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 62. In artikel 2 van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in het eerste lid worden de woorden "de ontwikkeling" ingevoegd tussen de woorden "het instandhouden" en de woorden "het verbeteren";

In het tweede lid worden de woorden "te ontwikkelen" ingevoegd tussen de woorden "van het onderwijs" en de woorden "te verwerven".

Art. 63. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in 7° worden de woorden "eerste lid, 6°," vervangen door de woorden "tweede lid, 10°," en worden de woorden "eerste lid, 5°," vervangen door de woorden "eerste lid, 3°,";

het artikel wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt: "8° het mechanisme ter ondersteuning en ontwikkeling van beroepsvaardigheden bedoeld in hoofdstuk Ibis."

Art. 64. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "van hoofdstuk Ibis en" ingevoegd tussen de woorden "Voor de toepassing" en de woorden "van hoofdstuk II".

Art. 65. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt tussen de woorden "soumises" en "dispositions" in de Franse tekst het woord "au" vervangen door het woord "aux".

Art. 66. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden "door de inrichter bedoeld bij artikel 9," geschrapt.

Art. 67. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden "en wetenschappelijk onderzoek" geschrapt.

Art. 68. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in het eerste lid worden de woorden "na raadpleging van de representatieve vakverenigingen die zetelen bij het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten - afdeling II" geschrapt;

in het tweede lid, 2°, worden de woorden "tweede lid, 5°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;" vervangen door de woorden "derde lid, 4°, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;"

in het tweede lid, 3°, wordt het woord "Verbeteringsraad" vervangen door de woorden "Algemene Raad";

het tweede lid wordt aangevuld met de woorden: "7° een vertegenwoordiger van elke representatieve vakbondsorganisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan".

Art. 69. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden "tweede lid, 5°, van het voornoemde decreet van 8 maart 2007" vervangen door de woorden "derde lid, 4°, van het voornoemde decreet van 10 januari 2019".

Art. 70. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in het eerste lid worden de woorden "in artikel 9, § 1, eerste lid, 7° en 9°, van voormeld decreet van 8 maart 2007" vervangen door de woorden "in artikel 6, § 4, 3°, van voormeld decreet van 10 januari 2019";

in het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt: "1° is in overeenstemming met de doelstellingen bedoeld in artikel 3".

in het tweede lid wordt het woord "Verbeteringsraad" vervangen door de woorden "Algemene Raad";

Art. 71. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

het eerste lid wordt aangevuld met de woorden: "Ten minste 40% van deze kredieten wordt besteed aan opleidinge gebaseerd op gemeenschappelijke algemene opleidingsthema's bedoeld in artikel 10, eerste lid."

het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De enveloppe zoals bepaald in het eerste lid wordt verhoogd met 45.000 euro in 2024 en met 130.000 euro vanaf 2025. Vanaf 2026 zal dit bedrag jaarlijks worden geïndexeerd volgens de verhouding tussen de algemene index voor consumentenprijs van januari van het lopende jaar en die van januari van het voorgaande jaar."

in het vierde lid worden de woorden " 12% " vervangen door de woorden " 18%";

het vijfde lid wordt geschrapt.

TITEL III — Diverse bepalingen betreffende het statuut van de personeelsleden

HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van de regelgeving inzake verlof, afwezigheid en beschikbaarheid

Afdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 72. In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel *6bis*. - Tijdelijke personeelsleden, in dienstactiviteit, kunnen een verlof om persoonlijke redenen bekomen voor de volledige prestaties die tijdelijk worden uitgeoefend.

Dit verlof kan door de inrichtende macht worden toegekend voor een periode van maximaal dertig kalenderdagen per school- of academiejaar, in alle gevallen beperkt tot de duur van de lopende aanstelling, en kan niet worden gesplitst. Dit verlof wordt niet betaald en wordt beschouwd als een periode van opschorting van de aanstelling.

Dit verlof om persoonlijke redenen mag gevraagd worden om een functie in het onderwijs uit te oefenen. "

Afdeling 2. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 73. In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een artikel 8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 8. - Tijdelijke personeelsleden, in dienstactiviteit, kunnen een verlof om persoonlijke redenen bekomen voor de volledige prestaties die tijdelijk worden uitgeoefend.

Dit verlof kan door de inrichtende macht worden toegekend voor een periode van maximaal dertig kalenderdagen per school- of academiejaar, in alle gevallen beperkt tot de duur van de lopende aanstelling, en kan niet worden gesplitst. Dit verlof wordt niet betaald en wordt beschouwd als een periode van opschorting van de aanstelling.

Dit verlof om persoonlijke redenen mag gevraagd worden om een functie in het onderwijs uit te oefenen. "

Art. 74. Artikel 14, § 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

"In afwijking van het eerste lid, in het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en in het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie, kan het verlof worden toegekend voor de volledige duur van het school- of academiejaar met het oog op het tijdelijk uitoefenen van een functie van 1 september tot 30 juni in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap of in een psycho-medico-sociaal centrum van de Duitstalige Gemeenschap. "

Art. 75. In artikel 22*quinquies*, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "Wanneer een verlenging " vervangen door de woorden "Wanneer het verlof of de verlenging daarvan".

Art. 76. Artikel 22*sexies* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt: "Het verlof kan beginnen op de eerste schoolwerkdag van elke maand".

Afdeling 3. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 77. In hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt een artikel 7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7. - Tijdelijke personeelsleden, in dienstactiviteit, kunnen een verlof om persoonlijke redenen bekomen voor de volledige prestaties die tijdelijk worden uitgeoefend.

Dit verlof kan door de inrichtende macht worden toegekend voor een periode van maximaal dertig kalenderdagen per boekjaar, in alle gevallen beperkt tot de duur van de lopende aanstelling, en kan niet worden gesplitst. Dit verlof wordt niet betaald en wordt beschouwd als een periode van opschorting van de aanstelling.

Het verlof om persoonlijke redenen mag niet gevraagd worden om een functie in het onderwijs uit te oefenen."

Art. 78. In artikel 22^{quater} van hetzelfde besluit worden de woorden "Bij een verlenging " vervangen door de woorden "Bij het verlof of de verlenging daarvan".

Art. 79. Artikel 22^{quinquies} van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt: "Het verlof kan beginnen op de eerste werkdag van elke maand".

Afdeling 4. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs

Art. 80. In artikel 8 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt een punt C. opnieuw ingeleid, luidend als volgt:

"c. kunnen de verloven wegens opdrachten, toegekend aan personen die aangesteld worden bij de de Algemene Dienst opvoedingsdigitalisering in het kader van de opdrachten respectievelijk bedoeld in de artikelen 2 en 5 van het decreet van 13 juli 2016 houdende organisatie van het afstandsonderwijs via e-learning van de Franse Gemeenschap, in de artikelen 120 en 120^{decies} van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022 en in artikel 87 van het programmadecreet van 14 juli 2021 houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen, kunnen worden toegekend in een punctueel en bepaald kader en kunnen betrekking hebben op een aantal lestijden dat kleiner is dan het aantal dat vereist is voor de functie met volledige prestaties, zonder dat dit echter, in het geval van onderwijs voor sociale promotie, minder dan 40 lestijden kan zijn voor de hele duur van deze opdracht;"

Afdeling 5. — Wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs

Art. 81. In hoofdstuk I van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 4/1. - Het personeelslid dat tijdens een afwezigheid wegens een arbeidsongeval of beroepsziekte in het buitenland wil verblijven, moet vooraf toestemming krijgen van de medische controledienst die door de regering is aangewezen. Het personeelslid moet een gemotiveerde aanbeveling van zijn of haar behandelend arts overleggen waaruit blijkt dat het verblijf in het buitenland het herstel en/of de behandeling niet in gevaar brengt. De arts zal ook de begin- en einddatum van de aangevraagde verblijfsperiode in het buitenland aangeven."

Afdeling 6. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs

Art. 82. In artikel 6, § 1, lid 1, van het decreet van 28 maart 2019 betreffende de steun- en begeleidingscellen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en het statuut van steun- en begeleidingsadviseurs, zoals aangevuld bij het decreet van 25 maart 2021, wordt een nieuw punt 4^{bis} ingevoegd, luidend als volgt:

"4^{bis} hetzij aangesteld door de Regering, op voorstel van WBE of van de federatie van inrichtende machten, in het kader van een terbeschikkingstelling voor een bijzondere opdracht overeenkomstig artikel 21 van voormeld decreet van 24 juni 1996. In dit geval ontvangt het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld voor een bijzondere opdracht een wachtwedde of een wachtweddesubsidie en betaalt de instelling waarvoor de opdracht wordt uitgevoerd deze wachtwedde of deze wachtweddesubsidie plus eventuele toelagen en uitkeringen driemaandelijks terug volgens de nadere regels bepaald in artikel 22 van hetzelfde decreet van 24 juni 1996".

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van de regeling met betrekking tot de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddesubsidie in het gesubsidieerd onderwijs*

Afdeling 1. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

Art. 83. In artikel 16, § 3, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en [gespecialiseerd] kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden "wordt per besluit door de bevoegde functionele minister bepaald " vervangen door de woorden ", en hun toepassingsmodaliteiten, worden per besluit door de Regering bepaald".

Afdeling 2. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs

Art. 84. In artikel 15, § 4, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, worden de woorden "door de Minister vastgestelde of goedgekeurde " vervangen door de woorden " waarvan de aard en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld".

Afdeling 3. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

Art. 85. In artikel 14, § 4, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "door de Minister vastgestelde of goedgekeurde " vervangen door de woorden " waarvan de aard en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld".

Afdeling 4. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs

Art. 86. In artikel 16, § 5, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden " wordt per besluit door de bevoegde functionele minister bepaald" vervangen door de woorden ", en hun toepassingsmodaliteiten, worden bij besluit van de Regering vastgesteld".

Afdeling 5. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs

Art. 87. In artikel 40, § 5, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de woorden "door de Minister vastgestelde of goedgekeurde" vervangen door de woorden "waarvan de aard en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld".

Afdeling 6. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie

Art. 88. In artikel 14, § 4, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "door de Minister vastgestelde of goedgekeurde" vervangen door de woorden "waarvan de aard en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld".

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

Art. 89. In artikel 31, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs worden de woorden "of dan de eerste dag van het school- of academisch jaar" ingevoegd tussen de woorden "op een andere datum dan de eerste van de maand" en de komma.

HOOFDSTUK 4. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 90. In artikel 30, derde lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "ten minste over twee schooljaren" geschrapt.

HOOFDSTUK 5. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs

Art. 91. In artikel 3, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, worden de woorden "Het aantal kandidaturen" vervangen door de woorden "Tenzij het aantal kandidaturen bedoeld in het tweede lid hoger is, het aantal kandidaturen".

HOOFDSTUK 6. — Bepalingen betreffende de leden van het technisch personeel van de psycho-medico-sociale centra

Afdeling 1. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra

Art. 92. In artikel 14, eerste lid, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

"In afwijking van het eerste lid, 5°, kan de inrichtende macht, indien zij een afwezig technisch personeelslid bij gebrek aan kandidaten niet kan vervangen door een personeelslid dat dezelfde functie uitoefent, na advies van de lokale organen voor sociaal overleg en met inachtneming van de statutaire regels, het afwezige personeelslid vervangen door een personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs vastgesteld voor een andere functie. Deze maatregel is van toepassing op alle vervangingen van minstens 10 werkdagen."

Afdeling 2. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

Art. 93. In artikel 27 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

"In afwijking van het eerste lid, 5°, kan de inrichtende macht, indien zij een afwezig technisch personeelslid bij gebrek aan kandidaten niet kan vervangen door een personeelslid dat dezelfde functie uitoefent, na advies van de lokale organen voor sociaal overleg en met inachtneming van de statutaire regels, het afwezige personeelslid vervangen door een personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs vastgesteld voor een andere functie. Deze maatregel is van toepassing op alle vervangingen van minstens 10 werkdagen."

Afdeling 3. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra

Art. 94. In artikel 20 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, 5°, kan de inrichtende macht, indien zij een afwezig technisch personeelslid bij gebrek aan kandidaten niet kan vervangen door een personeelslid dat dezelfde functie uitoefent, na advies van de lokale organen voor sociaal overleg en met inachtneming van de statutaire regels, het afwezige personeelslid vervangen door een personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs vastgesteld voor een andere functie. Deze maatregel is van toepassing op alle vervangingen van minstens 10 werkdagen.”

HOOFDSTUK 7. — *Wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

Art. 95. In artikel 12 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van het vorige lid kunnen de personeelsleden die niet in het bezit zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, die vóór 1 september 2019 hebben deelgenomen aan een van de opleidingen voor de functie van adjunct-directeur, bedoeld in artikel 19bis en die na deze deelname in het bezit zijn van ten minste één slaagattest, benoemd zullen worden in de functie van adjunct-directeur indien zij voldoen aan de andere voorwaarden van artikel 8 en indien zij vóór 1 september 2019 een functie bekleedden van het opvoedend hulp personeel.”

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs*

Art. 96. In artikel 11, § 4, zevende lid, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs, worden tussen de woorden “is gespreid” en “over de drie jaar” de volgende woorden ingevoegd: “zoveel mogelijk”.

Art. 97. In artikel 59 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. In afwijking van §§ 1 en 2 kan de inrichtende overheid, wanneer de betrekking definitief vacant is en zij aan het einde van de beroepsprocedure een van haar definitieve directeurs heeft gekozen, overgaan tot een wijziging van affectatie, overeenkomstig artikel 29, § 2, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het gesubsidieerd officieel onderwijs of, indien het een ander onderwijsniveau betreft, tot de onmiddellijke benoeming van de directeur in die betrekking.

Deze procedure is alleen van toepassing als het personeelslid zijn ambt in de betrekking die hij bekleedt gedurende een periode van minstens drie jaar heeft uitgeoefend.”

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 98. In artikel 293bis, § 1, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “1 september 2024 ” vervangen door de woorden “eerste dag van het schooljaar 2026-2027”.

Art. 99. In artikel 293 ter, eerste lid van hetzelfde decreet worden de woorden “1 september 2024 ” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar 2026-2027”.

Art. 100. In artikel 293 quater van hetzelfde decreet worden de woorden “1 september 2024 ” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar 2026-2027”.

HOOFDSTUK 10. — *Wijziging van het decreet van 20 juli 2022 betreffende de voorziening voor persoonlijke begeleiding en houdende diverse maatregelen ter begeleiding van de uitvoering van de gemeenschappelijke kern, en voor de toekenning van middelen aan basisscholen om een gerichte en versterkte pedagogische en opvoedkundige ondersteuning te geven aan de leerlingen*

Art. 101. In artikel 36, § 2, eerste lid, van het decreet van 20 juli 2022 betreffende de voorziening voor persoonlijke begeleiding en houdende diverse maatregelen ter begeleiding van de uitvoering van de gemeenschappelijke kern, en voor de toekenning van middelen aan basisscholen om een gerichte en versterkte pedagogische en opvoedkundige ondersteuning te geven aan de leerlingen, worden de woorden “een onderwijzer lager immersieonderwijs,” ingevoegd tussen de woorden “een onderwijzer lager onderwijs,” en de woorden “een leermeester tweede taal”.

HOOFDSTUK 11. — *Wijzigingen van het decreet van 22 juni 2023 tot toekenning van aanvullende lestijden bestemd voor de gemeenschappelijke kern in het gewoon lager onderwijs*

Art. 102. In het decreet van 22 juni 2023 tot toekenning van aanvullende lestijden bestemd voor de gemeenschappelijke kern in het gewoon lager onderwijs, wordt een artikel 11bis toegevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 11bis. - In afwijking van artikel 2.2.1-6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, als het niet mogelijk is om lestijden van moderne taal te organiseren omdat er geen leermeester tweede taal of personeelsleden bedoeld in artikel 2.2.1-6, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, heeft de inrichtende macht de mogelijkheid om de lestijden moderne taal om te zetten in lestijden van gepersonaliseerde begeleiding, zoals bedoeld in artikel 2.2.3-2 van hetzelfde Wetboek, of in lestijden van talenbewustzijn, zoals bedoeld in artikel 2.2.1-4, § 3, 2°, a., van hetzelfde Wetboek.

De lestijden van gepersonaliseerde begeleiding bedoeld in het eerste lid mogen enkel gegeven worden door een onderwijzer lager onderwijs of leermeester filosofie en burgerzin, zoals bepaald bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, of door een directeur met klasseopdracht.

De keuze van de functie(s) is onderworpen aan voorafgaand overleg binnen lokale organen van sociaal overleg. Deze keuze mag er echter niet leiden tot de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of tot het gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat benoemd of aangeworven is in vast verband in één van de geactiveerde functies ties. Ongeacht de gemaakte keuze is de inrichtende macht verplicht om de maatregelen voorafgaand aan de terbeschikkingstelling en de regels voor reffectatie toe te passen waaraan zij onderworpen is voor alle functies die geactiveerd kunnen worden.”

Art. 103. In artikel 12 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 11bis houdt op uitwerking te hebben met ingang van de laatste dag van het schooljaar 2024-2025."

TITEL IV — Diverse bepalingen betreffende maatregelen om het tekort aan leerkrachten tegen te gaan

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 december 2022 tot instelling van een experimenteel stelsel voor de oprichting van een lokale vervangingspool voor het schooljaar 2022-2023 en houdende diverse maatregelen om het tekort aan leerkrachten tegen te gaan*

Art. 104. De titel van het decreet van 1 december 2022 tot instelling van een experimenteel stelsel voor de oprichting van een lokale vervangingspool voor het schooljaar 2022-2023 en houdende diverse maatregelen om het tekort aan leerkrachten tegen te gaan, wordt vervangen door "Decreet tot instelling van een experimenteel stelsel voor de oprichting van een lokale vervangingspool voor het schooljaar 2024-2025 en houdende diverse maatregelen om het tekort tegen te gaan".

Art. 105. In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "schooljaar 2022-2023" vervangen door de woorden "schooljaar 2024-2025".

Art. 106. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

§ 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Een totaal van 1.152 lestijden [voor 48 VTE] wordt toegekend aan de inrichtende machten van het gewoon basisonderwijs bedoeld in artikel 1, ten belope van één lestijd per volledige schijf van 90 leerlingen die op 16 januari 2023 regelmatig zijn ingeschreven. De berekening wordt gemaakt per inrichtende macht. Elke inrichtende macht heeft minstens één lestijd.

In het geval van mutualisering bedoeld in de afdeling 2, is de berekening gebaseerd op het totale aantal leerlingen in het lager onderwijs op 16 januari 2023 van alle scholen die deel uitmaken van het samenwerkingsverband.;

In § 2 worden de woorden "van 1 december 2022 tot 7 juli 2023" vervangen door de woorden "van 26 augustus 2024 tot vrijdag 4 juli 2025".

Art. 107. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

In § 4, eerste lid, worden de woorden "31 januari 2023" vervangen door de woorden "31 oktober 2024";

In § 4, tweede lid, worden de woorden "31 oktober 2023" vervangen door de woorden "31 oktober 2025";

Art. 108. In artikel 9, § 2, eerste lid van hetzelfde decreet worden de woorden "tenzij uitdrukkelijk en schriftelijk anders overeengekomen door de partijen bij de overeenkomst" ingevoegd na de woorden "overeenkomstig artikel 6, § 2".

Art. 109. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

In het derde lid wordt het cijfer "2022" vervangen door "2024".

In het vierde lid wordt het cijfer "2023" vervangen door "2025";

Art. 110. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

In het eerste lid worden de woorden in de Franse tekst "à son issue" geschrapt;

In het tweede lid worden de woorden "2023-2024" vervangen door de woorden "2025-2026".

Art. 111. Artikel 29, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: "Titel I treedt in werking op 26 augustus 2024 en houdt op uitwerking te hebben met ingang van 4 juli 2025, behalve wanneer de regering vóór die datum de beslissing heeft genomen om het ontwerp van stelsel voor lokale vervangingspool met een extra jaar te verlengen krachtens artikel 13."

HOOFDSTUK 2. — *Experimenteel stelsel voor de aanwerving van deskundigen in het lager onderwijs en in het secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend*

Afdeling 1. — Wijzigingsbepaling van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 112. In paragraaf 3 van artikel 27 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de woorden "en in het basis- en secundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend in het kader van het experimenteel stelsel bedoeld in hoofdstuk II van titel IV van het decreet van 16 mei 2024 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het onderwijs en de strijd tegen het lerarentekort" ingevoegd tussen de woorden "van stelsel 1," en de woorden "de weddesubsidies".

Afdeling 2: — Definities

Art. 113. Een deskundige in het lager onderwijs en in het secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend is een personeelslid dat als deskundige niet onderworpen is aan de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op categorieën van onderwijzend personeel en aan wie, op basis van zijn bijzondere competenties, één of meer lestijden worden toegewezen.

Het totale aantal lestijden mag niet meer bedragen dan een kwart van het volledige lesrooster voor de functie waarin het personeelslid wordt aangeworven, met de mogelijkheid om dit met twee lestijden te verhogen om te voorkomen dat een lesblok van dat personeelslid opgesplitst wordt. De uren mogen voor meerdere inrichtende machten worden gepresteerd, zolang de tijdslimiet bedoeld in dit lid wordt nageleefd.

Afdeling 3. — Aanwerving

Art. 114. De aanwerving van een deskundige door een inrichtende macht voor het lager onderwijs, het secundair onderwijs met volledig leerplan en/of alternerend, is slechts toegelaten in één van de volgende functies, voor zover er een tekort is en na toepassing van de wettelijke regels inzake de toewijzing van de betrekkingen:

leermeester tweede taal Nederlands, Engels of Duits;

leraar algemene vakken Nederlands, in de lagere secundaire graad;

leraar algemene vakken Nederlands, in de hogere secundaire graad;

leraar technische vakken, in de hogere secundaire graad;

Leraar vakken beroepspraktijk, in de hogere secundaire graad.

Aan het einde van de uitvoering van het experimenteel stelsel van twee jaar, en op basis van de elementen die naar voren zullen gebracht zijn geweest, zal de regering voorstellen om de mogelijkheid om deskundigen aan te werven uit te breiden naar andere functies.

Art. 115. De aanwerving van een deskundige door een inrichtende macht voor het lager onderwijs, het secundair onderwijs met volledig leerplan en/of alternerend is het voorwerp van een arbeidsovereenkomst afgesloten voor een duidelijk omschreven functie.

De overeenkomst wordt ondertekend door de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

De Minister bevoegd voor Onderwijs stelt een model van overeenkomst op voor de inrichtingen van lager onderwijs, secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Hij specificeert ook de elementen die moeten worden opgenomen in de overeenkomsten die door de inrichtende machten worden opgesteld.

Art. 116. De deskundige valt niet onder de medische controle van de administratieve gezondheidsdienst.

In geval van ziekte of arbeidsongeschiktheid moet hij de directie een medisch attest overleggen die door een arts van zijn of haar keuze is opgesteld. Indien voorkomend geval, en afhankelijk van de beschikbaarheid, spreken de twee partijen een herstelschema af.

Afdeling 4. — Vergoeding

Art. 117. § 1. Deskundige krijgen een vergoeding voor elke gepresteerde lestijd.

§ 2. De bedragen van de vergoeding voor elke gepresteerde lestijd worden als volgt vastgesteld:

In het lager onderwijs:

Lessen Nederlands: 19,69 euro.

In de secundair onderwijs van de lagere graad:

Lessen Nederlands: 19,69 euro.

In het secundair onderwijs van de hogere graad:

Lessen Nederlands: 24,69 euro.

Technische cursussen: 24,69 euro.

Cursus beroepspraktijk: 18,25 euro.

§ 3. De bedragen bedoeld in § 2 zijn gekoppeld aan schommelingen van de gezondheidsindex. Ze zijn gekoppeld aan de spilindex (138,01).

HOOFDSTUK 3. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding

Art. 118.

HOOFDSTUK VIII — van Titel 1 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding, wordt vervangen als volgt:

“HOOFDSTUK VIII - Organisatie van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid overeenkomstig artikel 16 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 34 - Een examencommissie is belast met de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid overeenkomstig artikel 16 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen.

Art. 35 - Worden toegelaten tot de proeven van het het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, de kandidaten die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° van onbesproken gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° houder zijn of in het bezit zijn van:

a) houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat het bewijs levert van een vakbekwaamheid en tegelijk houder zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, waardoor hij houder kan zijn van een bekwaamheidsbewijs voor het uitoefenen van één of meerdere ambten zoals bedoeld bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

b) en/of een beslissing van de Kamer over de nuttige ervaring die toegang geeft tot een aanwervingsambt in het onderwijs;

c) of, indien dit niet het geval is, een getuigschrift van de uitoefening van een functie van leerkracht uitgereikt door de inrichtende macht of haar vertegenwoordiger tijdens het lopende schooljaar of tijdens vorige schooljaar.

Art. 36 - Kandidaten moeten hun kandidatuur, op straffe van nietigheid, per aangetekende brief of langs elektronisch weg indienen volgens de procedures die ter beschikking worden gesteld door de Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenslang Lernen en Wetenschappelijk Onderzoek, hierna d’“e Administratie” genoemd.

Art. 37 - De oproep tot kandidaten voor deze proeven wordt ten minste vijftien dagen vóór de uiterste inschrijvingsdatum bekendgemaakt door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en, bijkomend, door elk ander publicatiemiddel dat de Regering geschikt acht. Deze oproep vermeldt de voorwaarden waaraan kandidaten moeten voldoen, evenals de procedures, de vorm en de uiterste datum voor het indienen van kandidaturen.

Art. 38 - Het inschrijvingsgeld voor de proeven is vastgesteld op 50 euro. Kandidaten die werkloos zijn of een leefloon ontvangen, hebben recht op gratis toegang op vertoon van een door de bevoegde instelling afgegeven attest.

Art. 39 - Elk jaar organiseert de examencommissie minstens één examenzitting.

Art. 40 - Deze proeven hebben betrekking op:

- 1° De beheersing van de Franse Taal;
- 2° De psychologie;
- 3° de pedagogie ;
- 4° De methodologie en de praktijk van het onderwijs;
- 5° De organisatie van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap.

Art. 41 - Er worden twee schriftelijke proeven en één mondelinge proef georganiseerd.

1. De schriftelijke examens omvatten:

- a) een schriftelijke productie in het Frans over een tekst met betrekking tot de functie van leraar (100 punten) ;
- b) een vragenlijst over de volgende 4 onderwerpen: psychologie, pedagogie, methodologie en praktijk van het onderwijs en de organisatie van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap (100 punten).

De inhoud van de onderwerpen waarover de kandidaten ondervraagd zullen worden, wordt meegedeeld in de oproep tot kandidaturen bedoeld in artikel 37.

2. De mondelinge proefs (100 punten) bestaat uit de presentatie van een les die door de in artikel 51 bedoelde examencommissie is gekozen uit drie lessen over verschillende thema's die door de kandidaat zijn voorgesteld, gevolgd door een reflectief gesprek waarin de nadruk kan liggen op de voorbereiding van de les, de praktijk tijdens de gegeven les en de relatie met een of meer van de thema's waarover de kandidaten in punt 1b) worden ondervraagd.

Art. 42 - De schriftelijke proeven moeten voorafgaan aan de mondelinge proef. Kandidaten die voor elk van de twee schriftelijke proeven bedoeld in artikel 41, 1, minder dan 50% van de punten hebben behaald, worden niet tot de mondelinge proef toegelaten.

Art. 43 - Kandidaten die houder zijn van een getuigschrift van gemiddelde technische normale cursussen zijn op hun verzoek vrijgesteld van de schriftelijke proeven.

Art. 44 - § 1. Indien een naar behoren opgeroepen kandidaat niet aanwezig kan zijn op de door de voorzitter van de examencommissie vastgestelde datum voor de mondelinge proef, of indien de kandidaat beslist de mondelinge proef niet bij te wonen op de door de voorzitter van de examencommissie vastgestelde datum, moet hij dit uiterlijk vijf werkdagen voor de vastgestelde datum voor de mondelinge proef per aangetekende brief aan de voorzitter van de examencommissie meedelen.

Als de kandidaat dit niet doet, wordt hij/zij niet toelaatbaar verklaard voor de volgende proefsessie.

Kandidaten die niet aanwezig zijn, kunnen de examencommissie toch vragen om deze beslissing te herzien, als hun ongerechtvaardigde afwezigheid te wijten is aan overmacht en op vertoon van de relevante bewijsstukken die uiterlijk drie werkdagen na de proef waarvoor zij zijn uitgenodigd, per aangetekende post naar de voorzitter van de examencommissie zijn gestuurd.

§ 2. Als de examencommissie niet kan toestaan dat de kandidaat de les presenteert in de klas of optie waarvoor hij of zij deze had voorbereid, wijst de examencommissie de les toe aan een klas waarin hetzelfde vak wordt gegeven. Als dit niet het geval is en het materieel onmogelijk is om de les in een klaslokaal te geven, wordt de les alleen voor de examencommissie gegeven.

Art. 45 - Om het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid te behalen, moeten de kandidaten minstens 50% behaald hebben op de mondelinge proef.

Art. 46 - In geval van herinschrijving voor de proefsessie wordt de kandidaat vrijgesteld van de schriftelijke proef/proeven waarvoor hij geslaagd is.

In alle gevallen is de geldigheid van het resultaat van de afgelegde schriftelijke proef(ven) beperkt tot drie opeenvolgende jaren vanaf de datum van eerste inschrijving.

Art. 47 - § 1 - De examencommissie die belast is met het uitreiken van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid is samengesteld uit:

- a) een voorzitter of zijn vertegenwoordiger ;
- b) een ondervoorzitter en een plaatsvervangende ondervoorzitter, gekozen uit de leden ;
- c) een secretaris en een plaatsvervangende secretaris;
- d) ten minste 30 leden, waaronder ten minste 20 inspecteurs die werken voor de Algemene Inspectiedienst, zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst.

§ 2. De examencommissie kan een beroep doen op deskundigen als zij dit nodig acht. Ze hebben een raadgevende stem. Als geen van deze drie leden een specialist is in de cursus of de sector waarop toezicht wordt gehouden, wordt er een beroep gedaan op een deskundige om de specialist te vervangen en deze is in dit geval stemgerechtigd.

Art. 48 - De voorzitter of zijn vertegenwoordiger wordt gekozen uit de ambtenaren van ten minste rang 12 van de Administratie. Hij zit de examencommissie voor.

De ondervoorzitter wordt gekozen onder de actieve of gepensioneerde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de instellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of onder de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst waarnaar hierboven wordt verwezen.

De secretaris wordt gekozen onder de leden van de Administratie die minstens houder zijn van een diploma van hoger onderwijs van de eerste cyclus of onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van instellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. In dit laatste geval heeft hij of zij recht op een verlof wegens opdracht in de zin van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

De leden worden gekozen onder de actieve of gepensioneerde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van instellingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of onder de actieve of gepensioneerde leden van het personeel van de bovengenoemde Algemene Inspectiedienst of onder de actieve of gepensioneerde leden van de directies van de zones binnen de Algemene Sturingsdienst en de psycho-medisch-sociale centra, op basis van hun kwalificaties met betrekking tot de georganiseerde proeven.

Art. 49 - De Regering stelt de voorzitter, de ondervoorzitter, de plaatsvervangende ondervoorzitter, de secretaris en de plaatsvervangende secretaris.

De Minister stelt de leden van de examencommissie aan.

Art. 50 - De voorzitter of ondervoorzitter zorgt ervoor dat de proeven stipt verlopen.

De secretaris houdt de verslagen, notulen en presentielijsten bij. Als hij verhinderd is, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger of, als deze verhinderd is, door een lid dat door de voorzitter of vicevoorzitter is aangewezen.

Art. 51 - § 1. Voor de mondelinge proef bestaat de examencommissie uit minstens drie leden, onder wie een specialist in de cursus of sector die onder toezicht staat. Als geen van deze drie leden een specialist is in de cursus of de sector waarop toezicht wordt gehouden, wordt er een beroep gedaan op een deskundige om de specialist te vervangen en deze is in dit geval stemgerechtigd.

§ 2. Niemand mag, op straffe van nietigheid, als lid van de examencommissie deelnemen aan de mondelinge proef van een kandidaat die een personeelslid van dezelfde instelling, een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad is, of aan enige beslissing met betrekking tot die kandidaat.

Art. 52 - Alle beslissingen worden genomen met een gewone meerderheid van de stemmen tijdens de plenaire vergadering van de examencommissie.

Een quorum van ten minste 15 leden van de examencommissie bedoeld in artikel 47 is vereist om te beraadslagen.

Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De secretaris is niet stemgerechtigd.

De notulen van de beraadslagingen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Niemand mag, op straffe van nietigheid, als lid van de examencommissie deelnemen aan de beraadslagingen van een kandidaat die een personeelslid is van dezelfde instelling, een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad, of aan enige beslissing met betrekking tot die kandidaat.

Art. 53 - § 1. De leden van de examencommissie en de deskundigen ontvangen een vergoeding voor het nakijken van de schriftelijke proevens, die is vastgesteld op 10 euro per kandidaat.

Bovendien ontvangen de leden van de examencommissie en de deskundigen een vergoeding van 5 euro voor elk verslag dat ze in het kader van de mondelinge proef indienen.

§ 2. In voorkomend geval hebben zij recht op terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 54 - § 1. De Regering neemt alle maatregelen die nodig kunnen zijn voor het houden van proefsessie en de werking van de examencommissies.

§ 2 De examencommissie kan haar eigen huishoudelijk reglement aannemen.

Art. 55 - § 1. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7) van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

§ 2. De Administratie verzamelt, codeert en verwerkt de gegevens waarnaar in § 3 wordt verwezen om de organisatie van de proeven en de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid bedoeld in dit hoofdstuk, mogelijk te maken.

De gegevens worden voor de volgende doeleinden gebruikt:

- de inschrijving van de kandidaat voor de proeven van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid verwerken;
- de ontvankelijkheid en volledigheid van de inschrijving onderzoeken;
- de kandidaat identificeren die zich inschrijft;
- de kandidaat per post, e-mail en telefoon alle relevante informatie verstrekken (met name instructies voor de proeven, resultaten ervan en, in geval van succes, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid).

§ 3. De verwerkte gegevens zijn de persoonsgegevens van de kandidaat die nodig zijn voor de toepassing van dit hoofdstuk, zoals de identificatiegegevens van de kandidaat, de contactgegevens van de kandidaat, gegevens met betrekking tot zijn/haar diploma(s) of gelijkwaardigheidsbeslissing(en) uitgereikt door de Franse Gemeenschap, zijn/haar beoordeling van nuttige ervaring uitgereikt door de Franse Gemeenschap, zijn/haar aanwerving bij een onderwijsinstelling en zijn/haar uittreksel uit het strafregister bedoeld in artikel 596, tweede lid in de zin van het Wetboek van Strafvordering.

§ 4. De personen betrokken bij de verzameling van gegevens zijn de personen bedoeld in de artikelen 35 en 36 van dit hoofdstuk.

§ 5. De persoonsgegevens worden 5 jaar bewaard vanaf de datum van ontvangstbevestiging van het dossier, en de notulen van beraadslagingen worden 30 jaar bewaard vanaf de datum van opname in het betreffende informatiesysteem. Deze termijn begint op de datum waarop de notulen worden ondertekend, in overeenstemming met artikel 52 van dit decreet.

§ 6. De categorieën van gegevens waarnaar in paragraaf 3 wordt verwezen, worden veilig verzameld, gebruikt, doorgegeven en opgeslagen met behulp van IT-oplossingen die worden geleverd door de verwerker van de gegevensbeheerder in de zin van artikel 4.8 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, ETNIC.

**TITEL V — Bepalingen betreffende de organisatie van het secundair onderwijs
om de regularisatie van leerlingen te vergemakkelijken die in een onregelmatige situatie zich bevinden**

**HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit
van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs**

Art. 119. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Leerlingen die studieperiodes hebben gevolgd in een buitenlandse onderwijsinstelling en die vallen onder de gelijkwaardigheidsprocedure voorzien in het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, zijn verplicht de gelijkwaardigheidsbeslissing te bekomen voor het einde van het schooljaar waarin de studies begonnen zijn. Onder voorbehoud van een gunstig advies van de toelatingscommissie, op basis van de verwachtingen die gelden voor de vormen en afdelingen in kwestie, kan deze verplichting worden uitgesteld tot vóór het einde van het zesde of zevende jaar van het secundair onderwijs of het derde aanvullende jaar van de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdelingen verpleegkundige verzorging

De betrokken leerlingen behouden de hoedanigheid van vrije leerling totdat de gelijkwaardigheidsbeslissing is genomen. Zodra de gelijkwaardigheidsbeslissing binnen de voorgeschreven termijn verkregen is, wordt de betrokken leerling erkend als regelmatige leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de voorgaande schooljaren als het schooltraject van de leerling in overeenstemming is met de gelijkwaardigheidsbeslissing."

Art. 120. Artikel 56 , 3° van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 121. Artikel 56*bis*, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De leerling bedoeld in § 1 van wie wordt vastgesteld dat hij onregelmatig het vierde leerjaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs volgt en een vrije leerling is in de zin van artikel 2, 11°, moet, om opnieuw de hoedanigheid van regelmatige leerling te verwerven, voor het einde van dat vierde leerjaar het getuigschrift van secundair onderwijs van de eerste graad behalen bij de examencommissies van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs. Als dit getuigschrift binnen de voorgeschreven termijn wordt behaald, wordt de betrokkene erkend als regelmatige leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren."

Art. 122. Artikel 56*bis*, § 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"§ 4. De leerling bedoeld in § 3 van wie wordt vastgesteld dat hij onregelmatig het zesde leerjaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs of het zevende leerjaar van het technisch kwalificatie- of beroepsonderwijs volgt en een vrije leerling is in de zin van artikel 2, 11°, moet, om opnieuw de hoedanigheid van regelmatige leerling te verwerven, vóór het einde van dat zesde of zevende leerjaar het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad behalen bij de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs. Als dit getuigschrift binnen de voorgeschreven termijn wordt behaald, wordt de betrokkene erkend als regelmatige leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren."

Art. 123. In artikel 56*bis* van hetzelfde besluit wordt een achtste paragraaf ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 8. De leerling van wie wordt vastgesteld dat hij onregelmatig het eerste leerjaar van de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde, volgt en een vrije leerling is in de zin van artikel 2, 11°, moet, om opnieuw de hoedanigheid van regelmatige leerling te verwerven vóór het einde van dit eerste jaar het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of het slaagattest van de proef behalen die toegang geeft tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige - oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs.

Als dit getuigschrift of attest binnen de voorgeschreven termijn wordt verkregen, wordt de betrokkene voor het lopende schooljaar als regelmatige leerling erkend."

Art. 124. In artikel 56*bis* van hetzelfde besluit wordt een negende paragraaf ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 9. De leerling bedoeld in § 8 van wie wordt vastgesteld dat hij onregelmatig het tweede of derde leerjaar, of het derde aanvullend leerjaar van de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde volgt en een vrije leerling is in de zin van artikel 2, 11°, moet om opnieuw de hoedanigheid van regelmatige leerling te verwerven voor het einde van de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde, het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of het slaagattest behalen van de proef die toegang geeft tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige - oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

Als dit certificaat of attest binnen de voorgeschreven termijn wordt verkregen, wordt de betrokkene erkend als regelmatige leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren."

Art. 125. In hetzelfde besluit wordt een artikel 56*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

"56*ter*. Er wordt een regularisatiecommissie opgericht om uitzonderlijke regularisatie van het schooltraject van een leerling toe te staan.

De Commissie kan het schooltraject van een leerling regulariseren, zonder dat de leerling de betrokken examens moet afleggen voor de examencommissie van het gewoon secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 56*bis* van dit besluit, wanneer het schooltraject van de leerling een onregelmatigheid bevat die te wijten is aan een administratieve fout van de instelling bij de inschrijving.

De Commissie kan niet overgaan tot regularisatie als de onregelmatige inschrijving het gevolg is van frauduleuze handeling van de leerling of zijn/haar ouders.

Om zijn/haar situatie geregulariseerd te krijgen, moet de leerling hebben aangetoond dat hij/ze de vaardigheden heeft verworven die nodig zijn om het studiejaar te volgen waarin hij/zij onregelmatig is ingeschreven, of de daaropvolgende studie jaren.

Ze bestaat uit:

een ambtenaar-generaal belast met leerplichtonderwijs, of zijn/haar afgevaardigde;

een ambtenaar van de dienst Algemene Zaken en bechrachtiging van studies toegewezen aan de Algemene Directie Leerplichtonderwijs of zijn of haar afgevaardigde;

een ambtenaar van de Directie die verantwoordelijk is voor de organisatie van de examencommissies die ressorteert onder de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, of zijn of haar afgevaardigde;

een lid van de bevoegde Inspectiedienst voor de uitoefening van de opdrachten voor het secundair onderwijs;

een vertegenwoordiger van de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en van de federatie van de betrokken inrichtende machten;

Binnen een maand na haar oprichting stelt de Commissie haar huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering.

Dit reglement moet met name de verplichting bevatten om genomen beslissingen te motiveren en een jaarverslag op te stellen over de activiteiten van het afgelopen jaar, dat het naar de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en de minister belast met het secundair onderwijs stuurt.

De Commissie beraadslaagt geldig als alle leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij de volstreekte meerderheid van de leden genomen.

De beslissingen van de Commissie worden binnen zeven werkdagen meegedeeld aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van de minderjarige leerling, evenals aan de directeur van de inrichting.

De regularisatie die door de Commissie wordt toegekend, heeft niet tot gevolg dat de leerling in aanmerking komt voor financiering voor het jaar of de jaren waarin de onregelmatigheid plaatsvond. "

HOOFDSTUK 2. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs

Art. 126. In artikel 19 van het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs, wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 5. In afwijking van § 3 wordt een beslissing in beraadslaging genomen over een kandidaat die zich bevindt in één van de situaties bedoeld in de paragrafen 1, 2, 3, 4, 8 en 9 van artikel 56bis van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende de organisatie van het secundair onderwijs en die geniet van de vrijstellingen bedoeld in artikel 18, § 1, 8°.

Voor deze kandidaat houdt de beslissing die in beraadslaging is genomen, rekening met alle resultaten die de kandidaat tijdens zijn/haar schoolopleiding heeft behaald."

TITEL VI — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie

Art. 127. In artikel 20, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 23, 25, 26, 28, 30, 33 en 35 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt: "Onverminderd het eerste lid, kent de Minister van Onderwijs, vanaf 1 januari 2024, een bijkomende subsidie toe om de werkelijke anciënniteit van de personeelsleden te dekken."

TITEL VII — Slotbepalingen

Art. 128. Een controle van de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk 2 van Titel IV van dit decreet wordt jaarlijks uitgevoerd door de diensten van de Regering.

Art. 129. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzonder van:

1° de artikelen 43 tot 44 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2020;

2° de artikelen 74 en 89 die in werking treden met ingang van het school- of academiejaar 2024-2025;

3° artikel 101 dat uitwerking heeft met ingang van 29 augustus 2022;

4° de artikelen 35, 102 en 103 die uitwerking hebben met ingang van 28 augustus 2023;

5° artikel 118 dat in werking treedt met ingang van de proefsessie van 2024-2025.

6° hoofdstuk 1 van Titel IV, dat op 26 augustus 2024 in werking treedt. In afwijking hiervan houdt hoofdstuk 2 op uitwerking te hebben met ingang van de laatste dag van het schooljaar 2025-2026; 7° Titel V die vanaf 26 augustus 2024 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-President,
belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement. – Voorstel tot decreet, nr. 714-1 – Commissieamendement(en), nr. 714-2 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 714-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 714-4

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 25 april 2024.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/006434]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 8 juin 2023 organisant la participation des services relevant des compétences de la Communauté française aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 juin 2023 organisant la participation des services relevant des compétences de la Communauté française aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, les articles 3, alinéa 2, 7, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, 8, § 2, alinéa 1^{er}, 9, alinéa 3, 17, alinéa 3, 18, alinéa 3, 20, alinéa 3, et 22, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu le « test genre » du 20 octobre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de la Commission de pilotage du système éducatif, remis le 14 décembre 2023 ;

Vu l'avis du Comité d'avis pour la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, remis le 19 décembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil d'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, remis le 19 décembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, remis le 21 décembre 2023 ;

Vu le protocole du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, remis le 11 janvier 2024 ;

Vu le protocole du Comité de négociation entre le Gouvernement, Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs, remis le 12 janvier 2024 ;

Vu l'avis du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, remis le 16 janvier 2024 ;

Vu le protocole des organisations représentatives des parents et associations de parents d'élèves au niveau communautaire, conclu le 17 janvier 2024 ;

Vu l'avis n° 02/2024 de l'Autorité de protection des données, remis le 19 janvier 2024 ;

Vu le protocole n°598 du Comité de secteur XVII, conclu le 7 février 2024 ;

Vu l'avis 75.692/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 avril 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;